

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 46

9 janvier 2008

SOMMAIRE

Actitech S.à r.l.	2203	La Beauté S.à r.l.	2202
Allianz European Pension Investments ...	2169	Locatem S.A.	2168
Allianz Global Investors Fund	2170	Luxtradi S.A.	2205
Altior Fund	2171	Manpower S.à r.l.	2207
Arcenciel Holding S.A.	2198	Mit Holding S.A.	2162
Audio Visual Productions S.A., en abrégé A.V.P.	2202	New Media Lux S.A.	2199
Aurea Finance Company	2163	Nouvelle Hostellerie de la Gare S.A.	2208
BIG Optimum SICAV	2171	Nouvelles Orientations Maritimes S.A. ...	2208
Bismuth S.A.	2207	Novolux S.A.	2208
Brederode International S.à r.l.	2203	Perminvest Holding S.A.	2164
Cattleya Investments	2199	Pro Fonds (Lux)	2170
Dictame Holding S.A.	2163	Pub.K Investments S.A.	2163
Euro-Re Invest 1 S.A.	2199	RP Rendite Plus	2169
Geyser S.A.	2203	Sigval Holding S.A.	2168
GIV Luxembourg S.à r.l.	2201	Syllus S.A. Holding	2162
IGNI	2167	Topaze Investissements S.A.	2200
Il Destino	2198	Universal Luxemburg Corporation	2168
Immobilière Mustang Hotels	2200	Varfin Investissements S.A.	2201
Indian Investment Company	2164	Varfin Investissements S.A.	2201
JPMorgan Investment Strategies Funds II	2165	VisuConcept S.à r.l.	2205
JPMorgan Portfolio Strategies Funds	2166	Votre Jardin S.à r.l.	2198
JPMorgan Portfolio Strategies Funds II ...	2166	WHBC - Finance Consulting S.A.	2207
		Whitechapel Holdings	2162

Whitechapel Holdings, Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 39.324.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 29 janvier 2008 à 11.30 heures à l'Etude de Maître Joëlle Baden avec pour

Ordre du jour:

- Rapport du Commissaire à la Liquidateur, la Fiduciaire Glacis,
- Décharge au Liquidateur et au Commissaire à la liquidation,
- Clôture de la Liquidation,
- Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008001733/755/17.

Mit Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 113.998.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 31 janvier 2008 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Délibération et décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008002320/755/21.

Syllus S.A. Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 37.716.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 11 février 2008 à 14.30 heures au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008003029/1267/16.

Aurea Finance Company, Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 47.028.

—
Une ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires d'AUREA FINANCE COMPANY se tiendra le lundi 28 janvier 2008 à 10.00 heures au siège de la société, 50, rue Basse à Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des alinéas premier et deuxième de l'objet social de la société, suite à l'autorisation n° 63/07 du gouvernement - Ministère de finances conformément à la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, et conformément aux articles 14 et 15 de ladite loi modifiée du 5 avril 1993, afin de leur donner la teneur suivante:

«Article 2.

La société a pour objet principal les opérations d'une entreprise d'investissement exerçant les fonctions de distributeur de parts d'OPC pouvant accepter ou faire des paiements, de professionnel intervenant pour compte propre, gérant de fortunes, commissionnaire, courtier en instruments financiers, conseiller en investissement telles que décrites par les articles 24, 24-1, 24-2, 24-3, 24-4, 24-7, 25, 29-1 et 29-2 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ainsi que les autres fonctions autorisées dans le cadre des fonctions énumérées ci-dessus dans le sens le plus large autorisé par la loi.

Elle peut notamment:

- recevoir et transmettre des ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;
 - exécuter des ordres pour le compte de clients;
 - négocier pour compte propre;
 - gérer des portefeuilles;
 - fournir des conseils en investissement;
- et plus généralement:...

2. Compléter l'alinéa 8 de l'objet social, afin de lui donner la teneur suivante:

«- faire toutes opérations de placement, d'investissement, de prise de participation;
- faire toutes opérations en relation avec la domiciliation des sociétés».

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

Référence de publication: 2008001738/1593/33.

Dictame Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 46.184.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, le 28 janvier 2008 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2007.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008003030/534/16.

Pub.K Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 32, rue Auguste Charles.

R.C.S. Luxembourg B 60.496.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le 25 janvier 2008 à 10.00 heures au siège social de la FIDUCIAIRE ENSCH WALLERS ET ASSOCIES S.A., 53, avenue J.F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck, avec pour

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2006;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux organes de la société;
5. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008003031/832/20.

Perinvest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 74.233.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, 28 janvier 2008 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A., et décharge.
7. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de Monsieur Robert Hovenier, et décharge.
8. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de Madame Monique Juncker, et décharge.
9. Nomination de Monsieur Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
10. Nomination de Monsieur Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
11. Nomination de Monsieur Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
12. Reconduction de la société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
13. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008003032/29/33.

Indian Investment Company, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 44.263.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of INDIAN INVESTMENT COMPANY (the «Company»), will be held at 11.00 a.m. (local time) on 25 January 2008 at the registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg for the following purposes:

Agenda:

1. To approve the annual report comprising the audited accounts of the Company for the financial year ended 30 September 2007 and to approve the Auditors' report thereon;
2. To approve the balance sheet, profit and loss accounts as of 30 September 2007 and the allocation of the net profits;
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended 30 September 2007;
4. Acknowledgement of the resignation of Nick Criticos as of 28 November 2007;
5. Acknowledgement of the co-optation of Allegra van Hövell as a member of the Board of Directors of the Company as from 28 November 2007;
6. To elect the following persons as Directors, each to hold office until the next annual general meeting of shareholders and until his or her successor is duly elected:
Roberto Seiler, Simon Airey, Laurence Llewellyn, Antonio Thomas, Jacques Elvinger, Scott Stevens and Allegra van Hövell;
7. The election of the Auditor for the ensuing year;
8. Any other business which may be properly brought before the meeting.

Only shareholders on record at the close of business on 23 January 2008 are entitled to vote at the Annual General Meeting of shareholders and at any adjournments thereof.

Proxy Forms are available free of charge at the registered office of the Company.

Shareholders are advised that the resolutions are not subject to specific quorum or majority requirements.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008003033/755/28.

JPMorgan Investment Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.173.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of JPMorgan INVESTMENT STRATEGIES FUNDS II (the «Company») will be held on Friday, 25 January 2008 at 1.00 p.m. (Luxembourg time), at the Registered Office of the Company, as set out above, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended September 30, 2007.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended September 30, 2007.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended September 30, 2007.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended September 30, 2007.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Confirmation of the appointment to the Board of Ms Andrea Hazen, co-opted by the Board of Directors on June 8, 2007, in replacement of Mr James B. Broderick, to serve as Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
7. Re-election of Mr Alain Feis, Mr Jean Fuchs, Mr Berndt May and Mr Jacques Elvinger to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
9. Allocation of the results for the accounting year ended September 30, 2007.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy (available from the Registered Office of the Company or via the Internet site www.jpmorgan.com/assetmanagement/extra) and return it by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 23 January 2008 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008003034/755/38.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.483.

—

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of JPMorgan PORTFOLIO STRATEGIES FUNDS II (the «Company») will be held on Friday, 25 January 2008 at 2.00 p.m. (Luxembourg time), at the Registered Office of the Company, as set out above, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended September 30, 2007.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended September 30, 2007.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended September 30, 2007.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended September 30, 2007.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Confirmation of the appointment to the Board of Ms Andrea Hazen, co-opted by the Board of Directors on June 8, 2007, in replacement of Mr James B. Broderick, to serve as Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
7. Re-election of Mr Jacques Elvinger, Mr Alain Feis, Mr Jean Fuchs and Mr Berndt May to serve as Directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
9. Allocation of the results for the accounting year ended September 30, 2007.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy (available from the Registered Office of the Company or via the Internet site www.jpmorgan.com/assetmanagement/extra) and return it by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 23 January 2008 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008003035/755/38.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 89.734.

—

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of JPMorgan PORTFOLIO STRATEGIES FUNDS (the «Company») will be held on Friday, 25 January 2008 at 3.00 p.m. (Luxembourg time), at the Registered Office of the Company, as set out above, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended September 30, 2007.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended September 30, 2007.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended September 30, 2007.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended September 30, 2007.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Confirmation of the appointment to the Board of Ms Andrea Hazen, co-opted by the Board of Directors on June 8, 2007, in replacement of Mr James B. Broderick, to serve as Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
7. Re-election of Mr Jacques Elvinger, Mr Alain Feis, Mr Jean Fuchs, and Mr Berndt May and Ms Andrea Hazen to serve as Directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2008.
9. Allocation of the results for the accounting year ended September 30, 2007.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy (available from the Registered Office of the Company or via the Internet site www.jpmorgan.com/assetmanagement/extra) and return it by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 23 January 2008 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008003036/755/38.

IGNI, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 60.894.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 28 janvier 2008 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration,
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises,
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30 septembre 2007,
4. Décharge à donner aux Administrateurs,
5. Affectation du résultat,
6. Nominations statutaires,
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires nominatifs qui souhaitent prendre part à cette Assemblée doivent, dans les mêmes délais, faire connaître à la Société leur intention d'y participer.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008003037/584/26.

Locatem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.758.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 11 février 2008 à 14.40 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008003038/1267/15.

UNICORP, Universal Luxemburg Corporation, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 23.131.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 janvier 2008 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007142508/755/15.

Sigval Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 37.010.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 17 janvier 2008 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007146262/1023/16.

Allianz European Pension Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.986.

Die Anteilhaber der ALLIANZ EUROPEAN PENSION INVESTMENTS («die Gesellschaft») werden hiermit zur
JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 18. Januar 2008 um 11.15 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg, stattfindet.

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers sowie Feststellung des Jahresabschlusses inkl. der Ertragsverwendung für das am 30. September 2007 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für das am 30. September 2007 abgelaufene Geschäftsjahr.
3. Wiederwahl von Frau Elizabeth Corley, Herrn Horst Eich, Herrn Wilfried Siegmund, Herrn Camillo Candia und Herrn Dr. Michael Hessling als Verwaltungsratsmitglieder.
4. Ko-Optierung von Herrn Jean-François Lequoy als Verwaltungsratsmitglied.
5. Wiederwahl von PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, als Abschlussprüfer.
6. Entscheidung über sonstige Geschäftsangelegenheiten, die vor der Jahreshauptversammlung ggf. noch anfallen.

Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 48 Stunden vor Beginn der Jahreshauptversammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft vorlegen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Jahreshauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch durch eine Person vertreten lassen, die hierzu bevollmächtigt ist. Vollmachtsformulare sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Senningerberg, im Dezember 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007146275/755/28.

RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Die Anteilhaber des RP RENDITE PLUS («die Gesellschaft») werden hiermit zur
JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 18. Januar 2008 um 11.45 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg, stattfindet.

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrats und des Abschlussprüfers sowie Feststellung des Jahresabschlusses inkl. der Ertragsverwendung für das am 30. September 2007 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für das am 30. September 2007 abgelaufene Geschäftsjahr.
3. Zustimmung zu den Verwaltungsratsvergütungen für das am 30. September 2007 abgelaufene Geschäftsjahr.
4. Wiederwahl der Herren Wilfried Siegmund, Horst Eich und Herbert Wunderlich als Verwaltungsratsmitglieder.
5. Wiederwahl von KPMG AUDIT S.à r.l., Luxemburg, als Abschlussprüfer.
6. Entscheidung über sonstige Geschäftsangelegenheiten, die vor der Jahreshauptversammlung ggf. noch anfallen.

Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 48 Stunden vor Beginn der Jahreshauptversammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft vorlegen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Jahreshauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch durch eine Person vertreten lassen, die hierzu bevollmächtigt ist. Vollmachtsformulare sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Senningerberg, im Dezember 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007146285/755/27.

Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 71.182.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND SICAV («the Company») will be held at its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.00 a.m. (Central European Time) on 18 January 2008 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. To accept the Directors' and Auditor's reports and to adopt the financial statements including the use of income for the year ended 30 September 2007.
2. To exonerate the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2007.
3. To re-elect Mr Horst Eich, Mr Wilfried Siegmund and Dr Christian Finckh as Directors.
4. To co-opt Mr George McKay as Director.
5. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxemburg, as Auditor.
6. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation that their shares are blocked until the day after the meeting to the registered office of the Company not later than 48 hours before the time fixed for holding the meeting or adjourned meeting.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the registered office of the Company. A person appointed a proxy need not be a holder of shares of the Company; lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

Senningerberg, December 2007.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007146278/755/30.

Pro Fonds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 45.890.

Die Aktionäre der PRO FONDS (LUX) werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 21. Januar 2008 um 14.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Verschiedene redaktionelle Änderungen der Satzung,
2. Verschiedenes.

Ein Entwurf der Satzung ist auf Anfrage am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Aktien sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Ver-

sammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 16. Januar 2008 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der PRO FONDS (LUX) (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903-4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Dezember 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007146283/755/31.

BIG Optimum SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 89.649.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of BIG OPTIMUM SICAV will be held at the company's registered office on *January 17, 2008* at 3.00 p.m.

Agenda:

1. Submission of the Directors' and the Auditor's Report,
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at September 30, 2007,
3. Allocation of the net results,
4. Discharge to the Directors,
5. Statutory Appointments,
6. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes cast by those shareholders present or represented at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007146613/584/20.

Altior Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.619.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the seventh day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Mr Igor Grishkov, residing at Grüngasse 16/6, 1050 Wien, Austria,

2) Mr Harald Gallob, residing at Grüngasse 16/6, 1050 Wien, Austria,

both here represented by Mr Jean-Florent Richard, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal on December 4, 2007.

The proxies given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in their capacity, in which they act, have/has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares a company in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé» under the name of ALTIOR FUND (the «Company»).

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the «Articles»).

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind, money market instruments and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the «Law») and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the «Board»). Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The initial capital is 31,000.- EUR (thirty-one thousand EUR) divided into 310 shares of no par value. The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law. The minimum capital of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

Shares of the Company are restricted to well-informed investors («investisseurs avertis» under the Law) (the «Eligible Investors» or individually an «Eligible Investor»).

The Board is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article 24 hereof at the Net Asset Value per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges (a «sales charge system») and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the Company's sales documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to «class of shares» shall also mean a reference to «sub-class of shares» unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

Art. 6. The Company shall only issue shares in registered form. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders held by the Company (the «Register of Shareholders»), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which she might properly have to request a change in the registration of his shares.

If a shareholder elects not to obtain share certificates, he will receive in lieu thereof a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, customary cost may be charged to him. No charge may be made on the issue of a certificate for the balance of a shareholding following a transfer, redemption or conversion of shares. Share certificates shall be signed by two Directors and an official duly authorized by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorized official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine. The Board may decide that for certain or all classes of Shares no share certificate will be issued and that shareholders of such classes will only receive confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and unless otherwise decided by the Board, subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board.

Shares, when fully paid, shall be free from any lien in favour of the Company.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in shares being held by any person not qualifying as an Eligible Investor.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions. The Board may however decide to refuse the issuance of fractions of shares for all or certain classes of shares and provide that the amount corresponding to the non issued fraction will revert to the Company and will not be refunded to the subscriber. The Board may also impose, for any class of shares, that subscriptions be made for a certain number of shares.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority of (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any «U.S. person», as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company,

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not

beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company, and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the «redemption notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the «redemption price») shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article 23 hereof less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act») or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board shall define the word «U.S. person» on the basis of these provisions and publicise this definition in the Company's sales documents.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor. If it appears at any time that a shareholder is not an Eligible Investor, the Board may (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading

or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on 15 May in each year at 2.00 p.m. and will be held for the first time on 15 May 2009. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within this class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, message facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy form. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting of shareholders in respect of which shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to notice setting forth the agenda.

Insofar as required by Luxembourg law, notice shall be published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg (to the extent required by Luxembourg law) and in such other newspapers as the Board may decide.

A shareholder may participate at any meeting of shareholders by means of a videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy.

A director may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board by means of a videoconference or other telecommunications equipment by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other, provided that the vote be confirmed in writing. The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telex, cable, telegram, telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board may from time to time appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, as the case may be, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary or affiliate thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board on its discretion, unless such «personal interest» is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

The provisions of this article shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Company shall appoint a «réviseur d'entreprises agréé» who shall carry out the duties prescribed by of the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the Company's sales documents, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

Unless otherwise decided by the Board or disclosed in the Company's sales documents, the redemption price shall be paid not later than the number of bank business days indicated in the Company's sales documents after the date on which the applicable Net Asset Value was determined and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof less a redemption charge, if any, as the Company's sales documents may provide, such price being rounded down to the nearest decimal and such rounding to accrue to the benefit of the Company. Under no circumstances such payment shall be made later than thirty calendar days after the relevant Valuation Day. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the Company's sales documents.

If requests for the redemption of more than 10% of the shares of a same class in the Company, or any higher percentage being fixed from time to time by the Board and disclosed in the Company's sales documents, are received on any Valuation Day, the Board may decide that settlement of the redemption proceeds shall be delayed for such period as to permit sufficient assets of the Company to be disposed of in order to meet such redemption requests.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the Company's sales documents relating to the redemption of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of or upon request from the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the Company's sales documents.

Such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the net asset value of the shares

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the Company's sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the Company's sales documents. The Board may also prohibit conversions in and/or from any share class.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within the period indicated above, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the Company's sales documents.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 22. The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each class of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time, as the Board may decide, (every such day or time determination thereof being referred to herein a «Valuation Day»), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg be a Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and the issue and redemption of the shares in such class from its shareholder as well as conversion from and to shares of such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other regulated market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings are restricted or suspended; or

(b) any period when the Net Asset Value of one or more undertaking for collective investment, in which the Company will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Company, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day; or

(c) any period when the market value of one or more swap contract, in which the Company will have invested and the value of which has a significant impact on the Net Asset Value of a class of shares, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Dealing Day; or

(d) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable; or

(e) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or

(f) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

(g) if the Company is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of Shareholders at which a resolution to wind up the Company is proposed; or

(h) if the Board has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; or

(i) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

Any such suspension shall be notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion as specified in Article 21 hereof.

Such suspension as to any class will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of such Valuation Day adjusted by a sales commission, redemption charge, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. Furthermore, a dilution levy may be applied for subscriptions and redemptions as specified in the Company's sales documents. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as may be determined from time to time by the Board;

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

(a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);

(c) all securities, money market instruments, shares, bonds, debentures, options or subscription rights, futures contracts, warrants and other investments and securities belonging to the Company;

(d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities or money market instruments due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and

(g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(2) The value of any securities, assets (including shares or units in closed-ended undertakings for collective investment) and derivative instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market on which these securities, assets or derivative instruments are traded or admitted for trading. Where such securities, assets or derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other Regulated Market, the Board shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other Regulated Markets shall be used for the provision of prices of securities, assets or derivative instruments.

(3) If a security or derivative instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market, or in the case of securities and derivative instruments so traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the valuation of such security or derivative instrument will be undertaken on the basis of the pricing information provided by the Prime Broker and insofar such pricing information is unavailable, the Board is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued in good faith.

(4) Swap contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the Board and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

(5) Each share or unit in an open-ended undertaking for collective investment will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced undertakings for collective investment) whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced undertakings for collective investment) computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the Company is determined.

(6) In respect of shares or units of an undertaking for collective investment held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other undertaking for collective investment held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

(8) The value of any security or other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

(9) Any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the classes of shares will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

(10) In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the Company's sales documents.

(11) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all borrowings, bills and other amounts due;

(b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment manager, the custodian and any other representatives and agents of the Company;

(c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;

(d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, taxes, expenses for legal and auditing services, brokerage, governmental duties and charges, settlement costs and bank charges, stock exchange listing expenses and fees due to supervisory authorities in various countries, including the costs incurred in obtaining and maintaining registrations so that the Shares of the Company may be marketed in different countries; expenses incurred in the issue and redemption of Shares and payment of dividends, registration fees, insurance, interest and the costs of computation and publication of Share prices and postage, telephone, facsimile transmission and the use of other electronic communication; costs of printing proxies, statements, Share certificates or confirmations of transactions, Shareholders' reports, prospectuses and supplementary documentation, explanatory brochures and any other periodical information or documentation. The Board may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established one pool of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article.

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool.

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool.

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same class of shares two or more sub-classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities, money market instruments and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;

3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class.

E. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares, plus any sales commission that may be added to the subscription price and which will be disclosed in the Company's sales documents. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which, unless otherwise provided in the Company's sales documents, shall not exceed seven business days after the date on which the applicable subscription price was determined. The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25.

1. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool («Enlarged Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units («units») of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and redemption costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 23 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of that year. The first accounting year will end on 31 December 2008. The accounts of the Company shall be expressed in EUR or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. A printed copy of the annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the annual

general meeting, will be sent to registered shareholders or made available at the registered office of the Company not less than 8 days prior to each annual general meeting.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such class of shares upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant class of shares or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the class to which such dividends relate.

The Board may decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below the amount of 1,000.- EUR (one thousand EUR) or its equivalent in another currency or such other amount to be decided by the Board from time to time and when published in the Company's sales documents. Such amount will automatically be reinvested, the amount corresponding to non issued fraction reverting as the case may be to the Company.

Art. 28.

(a) The Company shall appoint a custodian which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company, shall hold the same itself or through its agents and shall satisfy the requirements of the Law.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Company liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

A class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class concerned, upon a decision of the Board:

- a) if the net asset value of the class concerned has decreased below EUR 5 million or the equivalent in another currency,
- (b) if a change in the economical or political situation relating to the class concerned would have material adverse consequences on investments of the class, or
- (c) in order to proceed to an economic rationalisation.

The redemption price will be the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Corporation shall serve a written notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Shareholders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge prior to the effective date of the compulsory redemption, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any class may, upon proposal from the Board, redeem all the shares of such class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of those present or represented if such decision does not result in the liquidation of the Corporation.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the circumstances provided under the first paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any class to those of another existing class within the Corporation or to another Luxembourg undertaking for collective investment and to re-designate the shares of the class concerned as shares of another class or Luxembourg undertaking for collective investment (following a split or amalgamation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the class or Luxembourg undertaking for collective investment), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. In case of amalgamation into another undertaking for collective investment of the mutual fund type, the decision will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the amalgamation.

Art. 30. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of August tenth, one thousand nine hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the Law.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Founding Shareholders	Subscribed capital EUR	Number of shares
Mr Igor Grishkov	15,500.-	155
Mr Harald Gallob	15,500.-	155
Total:	31,000.-	310

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 7,500.-.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending at the annual general meeting to be held in 2009:

- Igor Grishkov, Senior Portfolio Manager, ADVISORY INVEST GmbH, Grüngasse 16/6, A-1050 Wien;
- Harald Gallob, Senior Portfolio Manager, ADVISORY INVEST GmbH, Grüngasse 16/6, A-1050 Wien;
- Yves Deschenaux, Certified Public Accountant, 17, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Second resolution

The following have been appointed auditor for a period ending at the annual general meeting of 2009:

ERNST & YOUNG S.A., 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg

Third resolution

The first accounting year shall end on 31 December 2008.

The first annual general shall be held on 15 May 2009.

Fourth resolution

The registered office of the Company is fixed at 50, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version, on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, said persons appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Folgt die deutsche Fassung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundsieben, den siebten Dezember.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Herr Igor Grishkov, wohnhaft in Grüngasse 16/6, 1050 Wien, Österreich.

2) Herr Harald Gallob, wohnhaft in Grüngasse 16/6, 1050 Wien, Österreich,

beide sind vertreten durch Herrn Jean-Florent Richard, Maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg gemäß zwei privatschriftlichen Vollmachten, welche am 4. Dezember 2007 ausgestellt wurden.

Die ne varietur von allen erschienen Parteien und von dem Notar unterzeichneten Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Handelsregister hinterlegt wird.

Diese Erschienenen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründen, zu beurkunden:

Art. 1. Zwischen den Zeichnern und allen zukünftigen Aktionären besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer «société anonyme», die sich als «Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - fonds d'investissement spécialisé» qualifiziert, unter der Bezeichnung ALTIOR FUND (die «Gesellschaft»).

Art. 2. Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann durch einen, wie in Sachen Abänderung dieser Satzung (die «Satzung») getroffenen, Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

Art. 3. Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in übertragbare Wertpapiere jeglicher Art, Geldmarktinstrumente und andere zulässige Vermögenswerte, einschließlich Aktien oder Anteile in Organismen für gemeinsame Anlagen anzulegen und ihren Aktionären den Ertrag der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft ist den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über «fonds d'investissement spécialisé» (das «Gesetz») unterworfen und kann alle Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, dies im Rahmen des Gesetzes.

Art. 4. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Vollständig der Gesellschaft gehörende Tochtergesellschaften, Zweigstellen oder Büros können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat»), errichtet werden. Der Verwaltungsrat kann den Sitz der Gesellschaft durch Beschluss innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegen.

Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Ereignisse eintreten oder bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrates die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Maßnahme hat jedoch keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital besteht aus Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem in Artikel 23 der vorliegenden Satzung definierten Nettovermögenswert der Gesellschaft.

Das Grundkapital der Gesellschaft in Höhe von 31.000,- Euro (eiuunddreißigtausend Euro) ist in dreihundertzehn (310) Anteile ohne Nennwert unterteilt. Das Mindestkapital der Gesellschaft ist das nach Luxemburger Recht erforderliche Mindestkapital. Das Mindestkapital der Gesellschaft muss, gemäß dem Gesetz, innerhalb von zwölf Monaten vom Zeitpunkt der Zulassung der Gesellschaft als Spezialfonds erreicht sein.

Die Aktien der Gesellschaft sind ausschließlich für sachkundige Anleger («investisseurs avertis» gemäß dem Gesetz) (nachfolgend: die «Zulässigen Anleger») oder einzeln der «Zulässige Anleger») bestimmt.

Der Verwaltungsrat hat jederzeit das uneingeschränkte Recht, gemäss Artikel 24 der vorliegenden Satzung auf Grundlage des Nettovermögenswertes pro Aktie, der gemäß Artikel 23 der vorliegenden Satzung ermittelt wird, voll eingezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen und/oder diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen, jedoch stets innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Grenzen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Aktienklassen angehören, und der Erlös der Ausgabe einer jeden Aktienklasse wird gemäss Artikel 3 der vorliegenden Satzung in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente oder sonstige Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Aktien oder Obligationen oder anderen spezifischen Eigenschaften, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jede einzelne Aktienklasse bestimmt werden, angehören.

Innerhalb einer solchen Aktienklasse (mit spezifischer Anlagepolitik) können zusätzliche Unterklassen, die eine spezifische Verkaufs-, Rückkaufs- oder Vertriebsgebühr (ein «Verkaufsgebührensysteem») und spezifische Einkommenszuteilungspolitiken oder andere Eigenschaften haben, aufgelegt werden, wie auch immer der Verwaltungsrat der Gesellschaft es von Zeit zu Zeit beschließen möge, wie in den Verkaufsdokumenten offengelegt wird. Zum Zwecke der vorliegenden Satzung, sind Verweise auf «Aktienklassen» gleichzeitig als solche auf «Unterklassen» zu verstehen, sofern der Zusammenhang nicht eine anderweitige Auslegung rechtfertigt.

Die Aktienklassen können in verschiedenen, vom Verwaltungsrat festgelegten, Währungen ausgedrückt sein, unter der Voraussetzung, dass, zum Zwecke der Bestimmung des Gesellschaftskapitals, das den einzelnen Aktienklassen zuzuordnende Nettovermögen, falls nicht in EUR ausgedrückt, in EUR umgewandelt wird, wobei das Gesellschaftskapital dem gesamten Nettovermögen sämtlicher Aktienklassen entspricht.

Art. 6. Die Gesellschaft gibt nur Namensaktien aus. Die Gesellschaft betrachtet die Person als vollen Besitzer, in dessen Name die Aktien im Register der Gesellschaft (das «Aktienregister») eingetragen ist. Die Gesellschaft ist berechtigt jedes Recht, jede Forderung oder jede Klage jedweder anderen Person in Bezug auf eine solche Aktie als ungültig zu betrachten, unter der Voraussetzung dass das Vorstehende keiner Person die berechtigte Grundlage entzieht, eine Änderung in der Registrierung ihrer Aktien zu beantragen.

Wenn ein Aktionär nicht ausdrücklich Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm anstelle dieser Zertifikate eine Bestätigung seines Aktieneigentums ausgehändigt. Wünscht ein Inhaber von Namensaktien die Ausstellung mehrerer Zertifikate für seine Aktien, so können ihm die dafür üblichen Kosten auferlegt werden. Nach einer Übertragung, einem Rückkauf oder einem Umtausch von Aktien dürfen für die Ausstellung eines Zertifikats über den restlichen Anteilbestand keine Kosten erhoben werden. Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern und einer vom Verwaltungsrat hierzu offiziell bevollmächtigten Person unterzeichnet. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können handschriftlich, in gedruckter Form oder durch Stempel angebracht werden. Die Unterschrift der offiziell bevollmächtigten Person muss handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausstellen. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, dass für einzelne oder alle Aktienklassen keine Aktienzertifikate ausgestellt werden und, dass die Aktionäre solcher Aktienklassen nur eine Bestätigung ihres Aktieneigentums ausgehändigt bekommen.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und, sofern nicht eine anderweitige Entscheidung des Verwaltungsrat ergangen ist, nach Erhalt des Kaufpreises, gemäss Artikel 24, ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises erhält der Zeichner, binnen kurzer Zeit, die Aktienzertifikate oder, wie oben erwähnt, eine Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Die Zahlung von Dividenden an Inhaber von Namensaktien, erfolgt per Banküberweisung oder per Scheck an ihre im Aktienregister angegebene Adresse oder, an jedwede dem Verwaltungsrat per Schreiben mitgeteilte Adresse.

Eine angekündigte Dividende, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach Mitteilung der Zahlung beansprucht wurde, kann danach nicht mehr vom Inhaber einer solchen Aktie beansprucht werden und wird verfallen und fällt der Gesellschaft zu. Für angekündigte Dividende, welche noch nicht beansprucht wurden, werden keine Zinsen gezahlt.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden in das von der Gesellschaft, oder von einer oder mehreren damit beauftragten Person(en), geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmilitz, soweit der Gesellschaft bekanntgegeben und die Anzahl der Aktien so wie die Aktienklassen der in seinem Besitz befindlichen Aktien enthält. Jede Übertragung einer Aktie wird in das Aktienregister gegen Zahlung der üblichen Kosten für Registrierung, wie durch den Verwaltungsrat festgelegt worden ist.

Voll eingezahlte Aktien sind frei von jeglichem Zurückbehaltungsrecht zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt gegen Aushändigung des oder der entsprechenden Aktienzertifikate(s) an die Gesellschaft mit dem ordnungsgemäß auf der Rückseite ausgefüllten Übertragungsformular und allen sonstigen von der Gesellschaft geforderten Übertragungsurkunden.

Die Gesellschaft wird die Gültigkeit einer Aktienübertragung ablehnen und die Eintragung einer solchen Aktienübertragung im Aktienregister verweigern, sofern eine solche Übertragung zur Folge hätte, dass Aktien von einer Person gehalten werden, welche den Kriterien an einen Zulässigen Anleger nicht entspricht.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Im Falle von gemeinsamem Aktienbesitz wird nur eine Adresse eingetragen und sämtliche Mitteilungen werden nur an diese Adresse geschickt. Sollte ein solcher Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, oder sollten solche Mitteilungen oder Bekanntmachungen als unzustellbar zu einer solchen Adresse zurückgesendet werden, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes, oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen

Anrecht auf anteilmäßige Dividenden oder andere Ausschüttungen. Der Verwaltungsrat kann beschließen, die Ausgaben von Aktienbruchteilen an allen oder einzelnen Aktienklassen abzulehnen und bestimmen dass der Betrag, der den nicht ausgegebenen Aktienbruchteilen entspricht, an die Gesellschaft zurückfallen wird und nicht an den Zeichner rücküberwiesen wird. Der Verwaltungsrat kann des weiteren auferlegen, dass, für jedwede Aktienklasse, Aktien nur in einer gewissen Anzahl gezeichnet werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Im Falle von gemeinsamem Besitz einer oder mehrerer Aktien, kann die Gesellschaft die Ausübung der diesbezüglichen Rechte aussetzen, bis eine einzige Person die gemeinsamen Besitzer gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Im Falle von gemeinsamem Aktienbesitz behält sich die Gesellschaft das Recht vor, jedwede Rückkäufe, Ausschüttungen oder andere Zahlungen, nur an den als ersten im Aktienregister eingetragenen Inhaber, welchen die Gesellschaft als Vertreter aller gemeinsamen Besitzer betrachtet oder, nach eigenem Ermessen, an alle gemeinsamen Aktienbesitzer zusammen zu leisten.

Art. 7. Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen, beschädigt oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien einschliesslich einer Sicherheit einer Versicherungsgesellschaft ausgestellt werden und ohne irgend eine Beschränkung diesbezüglich. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats, wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigener Wahl die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten auferlegen.

Art. 8. Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse Beschränkung einzuführen, die er für notwendig hält um sicherzustellen, dass keine Aktien der Gesellschaft von Personen erworben oder gehalten werden, die (a) mit dem Erwerb gegen Gesetze oder Vorschriften eines Landes oder einer Aufsichtsbehörde verstoßen oder (b) die Aktien unter Bedingungen erwerben oder halten, die nach Ansicht des Verwaltungsrats dazu führen können, daß für die Gesellschaft eine Steuerpflicht entsteht oder ihr sonstige finanzielle Nachteile erwachsen, die der Gesellschaft anderenfalls nicht entstanden wären.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien für natürliche Personen, Firmen oder juristische Personen und ohne Einschränkung für die nachstehend definierten «U.S. Staatsangehörigen» wie folgt einschränken oder untersagen.

Für diese Zwecke, kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe jedweder Aktie oder die Eintragung jedweder Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung ihres Erachtens dazu führen würde oder könnte, dass die Anteile unmittelbares oder wirtschaftliches Eigentum einer Person werden, die keine Aktien der Gesellschaft halten darf;

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist auffordern, ihr sämtliche Informationen, bekräftigt jeweils durch eine eidesstattliche Erklärung, welche ihres Erachtens notwendig sind, um zu bestimmen ob wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien eine Person ist, die keine Aktien der Gesellschaft halten darf; und

c) falls sie feststellt, dass eine Person die keine Aktien der Gesellschaft oder nur einen gewissen Anteil halten darf, oder, von der sie in gutem Glauben annimmt dass sie, entweder alleine oder zusammen mit Drittpersonen, wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist,(i) solch einem Aktionär anordnen (a) seine Aktien an eine Person, die den Kriterien zum Halten von Aktien entspricht, zu übertragen, oder (b) den Rückkauf seiner Aktien durch die Gesellschaft zu beantragen, oder (ii) sämtliche im Besitz solcher Aktionäre befindlichen Aktien auf dem Zwangswege wie folgt zurückkaufen:

1) Die Gesellschaft schickt dem Aktionär oder der im Aktienregister als Eigentümer der zu zurückzukaufenden Aktien eingetragenen Person eine Mitteilung (im folgenden die «Rückkaufmitteilung» genannt), mit Angabe der wie vorerwähnt zu zurückzukaufenden Aktien, des Rückkaufpreises und des Ortes an welchem der Rückkaufpreis für die besagten Aktien zahlbar ist. Diese Mitteilung kann dem Aktionär per Einschreibebrief an seine letztbekannte oder an die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt werden. Daraufhin ist der Aktionär verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Rückkaufmitteilung bezeichnete(n) Aktienzertifikat(e) (sofern solche ausgestellt wurden) auszuhändigen. Unverzüglich nach Geschäftsschluss an dem in der Rückkaufmitteilung festgelegten Datum hört der bezeichnete Aktionär auf, Aktieninhaber zu sein, und die bisher von ihm gehaltenen oder in seinem Besitz befundenen Aktien werden annulliert.

2) Der Preis, zu welchem die in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktien gekauft werden (im folgenden der «Rückkaufpreis» genannt), entspricht dem gemäss Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Nettovermögenswert der Aktien der betreffenden Aktienklasse, abzüglich jedweder Dienstleistungsgebühr (sofern solche existiert). Wenn sich herausstellt, dass die persönliche Situation des Aktionärs, bei der Zahlung des Rückkaufpreises von der Gesellschaft, einem ihrer Vertreter und/oder einem anderen Vermittler dazu führt, dass die Gesellschaft, einer ihrer Vertreter und/oder eine anderer Vermittler verpflichtet wird, einer ausländischen Behörde Steuern zu zahlen oder andere administrative Gebühren zu zahlen, kann die Gesellschaft, oder, mit ihrer Erlaubnis, ein Vertreter und/oder ein anderer Vermittler einen Betrag, welcher ausreicht um die potentiellen Verpflichtungen zu decken, vom Rückkaufpreis zurückhalten oder einbehalten bis der Aktionär der Gesellschaft, einem ihrer Vertreter und/oder einem anderen Vermittler genügend Sicherheit gibt dass diese nicht für die Zahlung besagter Steuern oder Gebühren belangt werden können; es versteht sich (i) dass falls der zurückgehaltene oder einbehaltene Betrag an die entsprechende ausländische Behörden gezahlt wurde, kann

dieser nicht mehr vom Aktionär beansprucht werden und, (ii) dass die potentiell zu deckenden Verpflichtungen sich auf jedweden Schaden erstrecken, welchen die Gesellschaft, einer ihrer Vertreter oder ein anderer Vermittler durch ihre Verpflichtung, die Vertraulichkeitsregeln einzuhalten, erleiden.

3) Die Zahlung des Rückkaufpreises erfolgt an den Aktionär, welcher als Besitzer der Aktien auftritt, in der Währung der entsprechenden Aktienklasse, und wird von der Gesellschaft an eine Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Rückkaufmitteilung angegeben) hinterlegt, mit Zahlungsanweisung an die Person gegen Vorlage des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktienzertifikats(e), aber nur, falls Aktienzertifikate ausgestellt wurden. Nach der Zahlung des Preises wie vorerwähnt haben die an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien interessierten Personen weder weiteren Anspruch auf diese Aktien, noch können sie irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Guthaben geltend machen ausser, dass sie als Besitzer der Aktien auftreten können, um den so hinterlegten Kaufpreis (ohne Zinsen) von der zuständigen Bank wie vorstehend entgegenzunehmen.

4) Die Ausübung seitens der Gesellschaft der gemäss vorliegendem Artikel eingeräumten Rechte kann auf keinen Fall mit der Begründung, der Beweis des Aktienbesitzes einer Person sei unzureichend gewesen, oder der Aktienbesitz sei sich in Wirklichkeit anderweitig, als die Gesellschaft dies am Datum der Rückkaufmitteilung vermutete, angefochten oder ungültig erklärt werden, sofern in solchen Fällen die Gesellschaft die besagten Rechte nach dem Grundsatz von Treu und Glauben ausgeübt hat; und

d) jeder Person, welche keine Aktien der Gesellschaft halten darf, in einer Versammlung der Aktionäre das Stimmrecht untersagen.

Für den Zweck der vorliegenden Satzung hat der Begriff «U.S. Staatsangehöriger» die gleiche Bedeutung als in Regulation S (einschließlich von Zeit zu Zeit nachfolgender Änderungen) des United States Securities Act von 1933 (einschließlich nachfolgender Änderungen) (der «Act von 1933») oder, als in jedweder anderen in den Vereinigten Staaten in kraft tretende Regulation oder Act, welche(r) künftig Regulation S des Act von 1933 ersetzen könnte. Der Verwaltungsrat definiert den Begriff «U.S. Staatsangehöriger» basierend auf diesen Bestimmungen und gibt diese Definition in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft wider.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit die oben aufgeführte Angabe ändern oder klarstellen.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen, die Annahme eines Zeichnungsantrags für Aktien bis zu jenem Zeitpunkt aussetzen, an dem die Gesellschaft über die nötigen Beweise verfügt, dass der Antragsteller ein Zulässiger Anleger ist. Falls sich zu irgendeinem Zeitpunkt herausstellt, dass ein Aktionär kein Zulässiger Anleger ist, kann der Verwaltungsrat, (i) solch einem Aktionär anordnen (a) seine Aktien an eine Person, die den Kriterien eines Zulässigen Anlegers zum Halten von Aktien entspricht, zu übertragen, oder (b) den Rückkauf seiner Aktien durch die Gesellschaft zu beantragen, oder (ii) Rückkäufe der betreffenden Aktien in Übereinstimmung mit den in diesem Artikel erläuterten Bestimmungen zwangsweise vornehmen. Der Verwaltungsrat wird die Gültigkeit einer Aktienübertragung ablehnen und daher die Eintragung einer solchen Aktienübertragung im Aktienregister verweigern, sofern eine solche Übertragung zur Folge hätte, dass Aktien nach einer solchen Übertragung von einer Person gehalten werden, welche den Kriterien eines Zulässigen Anlegers nicht entspricht.

Zusätzlich zu jeglicher Haftung gemäß den anwendbaren Gesetzen, muss jeder Aktionär, der nicht als Zulässiger Anleger gilt, und welcher Aktien in der Gesellschaft hält, die Gesellschaft, den Verwaltungsrat, die anderen Aktionäre der betreffenden Aktienklasse und die Vertreter der Gesellschaft für jeden Schaden, jeglichen Verlust und Kosten entschädigen oder schadlos halten, die aus einer solchen Haltung resultieren oder damit zusammenhängen, falls der jeweilige Aktionär irreführende oder falsche Dokumente hinterlegt hat, oder irreführende oder falsche Darstellungen gemacht hat, um fälschlicherweise als Zulässiger Anleger zu gelten, oder er es versäumt hat, die Gesellschaft schriftlich über den Verlust eines solchen Status in Kenntnis zu setzen.

Art. 9. Eine ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Aktionäre (die «Generalversammlung») vertritt sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft bindend, ungeachtet der Aktienklassen die sie halten. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse um alle im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Gesellschaft stehenden Geschäfte anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg, am 15. Mai um 14.00 Uhr eines jeden Jahres abgehalten, und wird zum ersten Mal am 15. Mai 2009 abgehalten. Wenn dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, so wird die jährliche Generalversammlung auf den nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg verlegt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, sofern sich dies nach dem absoluten und abschließenden Urteil des Verwaltungsrats aufgrund von außergewöhnlichen Umständen als notwendig erweist.

Sonstige Generalversammlungen der Aktionäre einer gegebenen Aktienklasse können an dem Ort und Zeitpunkt, wie in den diesbezüglichen Einberufungsschreiben angegeben, abgehalten werden.

Art. 11. Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung unterliegen die Einberufung und der Ablauf der Versammlung den gesetzlichen Beschlußfähigkeits- und Fristbedingungen.

Vorbehaltlich der in dieser Satzung vorgesehenen Beschränkungen geben sämtliche Aktien, unabhängig von ihrer Aktienklasse und ihrem Nettovermögenswert, das Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Generalver-

sammlung von einer anderen bevollmächtigten Person vertreten lassen die dazu, schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex, Telefax oder durch andere elektronische Mittel, soweit die diesbezügliche Echtheit einer solchen Vollmacht genau nachgewiesen werden kann, bevollmächtigt ist. Solch eine Vollmacht behält ihre Gültigkeit für sämtliche erneut einberufene Generalversammlungen, ausser sie wird ausdrücklich widerrufen.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt wird, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen. Zu den abgegebenen Stimmen zählen nicht die in der Generalversammlung vertretenen Aktien, für die die Aktionäre nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder ungültig abgestimmt haben.

Der Verwaltungsrat kann jedwede sonstigen seitens der Aktionäre zwecks Beteiligung an einer Versammlung der Aktionäre zu erfüllenden Bedingungen festlegen.

Art. 12. Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens, welches die Tagesordnung enthält.

Sofern es nach Luxemburger Recht erforderlich ist, wird eine Mitteilung im Luxemburger Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in sonstigen vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen veröffentlicht.

Ein Aktionär kann an einer Generalversammlung, per Videokonferenz oder anderen Telekommunikationsmittel bei welchen der Aktionär identifiziert werden kann, teilnehmen. Solche Mittel müssen dem Aktionär ermöglichen tatsächlich an einer solchen Generalversammlung, deren Ablauf durchlaufend an den Aktionär übertragen werden muss, mitzuwirken.

Art. 13. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, welche keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der jährlichen Generalversammlung für eine Amtsdauer gewählt, welche mit der darauf folgenden jährlichen Generalversammlung abläuft und bis zur Ernennung und zum Dienstantritt ihrer Nachfolger, unter Vorbehalt jedoch, dass ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit durch Beschluss der Aktionäre mit oder ohne Grund seines Amtes enthoben und/oder ersetzt werden kann.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder sonstwie frei, so können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen um diesen freien Posten bis zur nächsten Generalversammlung zu besetzen.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen und kann einen oder mehrere stellvertretende(n) Vorsitzende(n) ernennen. Des weiteren bestellt er einen Sekretär, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und welcher mit der Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Generalversammlungen beauftragt wird. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung zweier Verwaltungsratsmitglieder, an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende übernimmt den Vorsitz sämtlicher Generalversammlungen und des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat jedoch jede sonstige Person mit Stimmenmehrheit der in solchen Generalversammlungen anwesenden Personen zum vorläufigen Vorsitzenden wählen.

Die Verwaltungsratssitzungen werden sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern mindestens 24 Stunden im voraus durch eine schriftliche Mitteilung angekündigt, ausser in dringenden Fällen, in welchen die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben anzugeben sind. Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax oder durch andere elektronische Mittel, soweit die diesbezügliche Echtheit eines solchen Verzichts genau nachgewiesen werden, verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes schriftlich, per Fernschreiben, per Telegramm, Telex, Telefax oder durch andere elektronische Mittel, soweit die diesbezügliche Echtheit einer solchen Vollmacht genau nachgewiesen werden kann, bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen und per Videokonferenz oder anderer Telekommunikationsausrüstung, durch die alle an der Versammlung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören und sprechen können, als anwesend betrachtet werden, vorausgesetzt die Abstimmung wird schriftlich bestätigt. Die Verwaltungsratsmitglieder können nur in ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch individuelle Handlungen verpflichtet, außer in ausdrücklich vom Verwaltungsrat genehmigten Fällen.

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschliessen oder handeln, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmgleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Beschlüsse des Verwaltungsrates können ebenfalls in Form eines einstimmigen Zirkularbeschlusses, in Form eines oder mehrerer Dokumente, gefaßt werden, welcher von allen Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen sind. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können ihre betreffenden Zustimmungen schriftlich, per Telex, Fernschreiben, Telegramm, Telefax oder per Telefon erteilen, vorausgesetzt, im letzteren Fall, die Abstimmung wird schriftlich bestätigt.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Geschäftsführer bestellen, einschließlich eines Generaldirektors, eines Sekretärs, stellvertretender Generaldirektoren und Sekretäre und sonstiger Geschäftsführer, welche für das Funktionieren und die Verwaltung der Gesellschaft als erforderlich erachtet werden. Jede dieser Bestellungen kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Geschäftsführer brauchen keine Verwaltungsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Vorbehaltlich einer gegenteiligen Bestimmung in der vorliegenden Satzung haben die ernannten Geschäftsführer die ihnen vom Verwaltungsrat erteilten Rechte und Verpflichtungen.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Hinblick auf die tägliche Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft und der Ausübung von Geschäften im Hinblick auf die Förderung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftsgegenstandes an natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates zu sein brauchen. Der Verwaltungsrat ist des Weiteren berechtigt, einzelne, ihm obliegende Rechte, Einzelbefugnisse und Ermessensspielräume auf Ausschüsse zu übertragen, die aus derjenigen Person oder denjenigen Personen (seien sie Mitglieder des Verwaltungsrats oder nicht) bestehen, die er für geeignet hält. Dies unterliegt der Voraussetzung, daß die Mehrheit der Ausschußmitglieder Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft sind und für die Zwecke der Wahrnehmung dieser Rechte, Einzelbefugnisse und Ermessensspielräume, der Ausschuß in Sitzungen nur dann beschlußfähig ist wenn es sich bei der Mehrheit der Anwesenden um Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft handelt.

Art. 15. Die Protokolle sämtlicher Verwaltungsratssitzungen werden vom pro tempore-Vorsitzenden unterzeichnet, welcher den Vorsitz der Versammlung geführt hat.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden, anderenfalls vom Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist, nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt die Gesellschafts- und Anlagepolitik, sowie die Richtlinien für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft festzulegen.

Der Verwaltungsrat ist ebenfalls berechtigt jegliche Einschränkung zu verfassen, die von Zeit zu Zeit für die Gesellschaftsanlagen anwendbar sind.

Art. 17. Zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossene Verträge oder Geschäfte können weder beeinträchtigt noch ungültig werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein Interesse in einer anderen Gesellschaft oder Firma haben, oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter für eine Gesellschaft oder Firma fungiert mit welcher die Gesellschaft kontrahiert oder sonstwie Geschäfte tätigt, darf aufgrund seiner Verbindung und/oder Beziehung zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert werden, solche im Zusammenhang mit derartigen Verträgen oder Geschäften stehende Angelegenheiten in Betracht zu ziehen, diesbezüglich abzustimmen oder zu handeln.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder der betroffene Geschäftsführer dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen, und darf keine solche Transaktion in Betracht ziehen oder diesbezüglich abstimmen; über das Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers wird in der nächstfolgenden Generalversammlung Bericht erstattet.

Der Begriff «persönliches Interesse», wie im vorstehenden Satz aufgeführt, gilt nicht für die Beziehung zu oder das Interesse in irgendeiner Angelegenheit, Position oder einer Transaktion im Zusammenhang mit jedweder Körperschaft welche die Gesellschaft fördert oder irgendeiner ihrer Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder mit einer sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft wie sie der Verwaltungsrat nach Belieben von Zeit zu Zeit festlegen kann, ausser, solch ein «persönliches Interesse» wird von den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen als widerstreitend betrachtet.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung, falls die Beschlüsse des Verwaltungsrats sich auf geläufige Operationen, welche unter normalen Umständen abgeschlossen wurden, beziehen.

Art. 18. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentsvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen welche diese im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren hatten, in welchen sie in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, beteiligt waren. Solche Personen werden unter allen Umständen entschädigt, mit Ausnahme von Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schließlich für grobe Fahrlässigkeit oder Fehlverhalten für haftbar erklärt werden. Im Falle einer aussergerichtlichen Einigung, ist eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Sachverhalten die durch die aussergerichtliche Einigung geregelt wurden, gegeben und wo die Gesellschaft durch ihren Berater die Bestätigung erhalten hat, dass die zu entschädigende Person keine Verletzung ihrer Pflichten begangen hat. Das oben beschriebene Entschädigungsrecht schließt andere anwendbare Rechte nicht aus.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder die Unterschrift(en) einer oder mehreren vom Verwaltungsrat dazu bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Art. 20. Die Gesellschaft bestellt einen «réviseur d'entreprise agréé», welchem die durch das Gesetz vorgeschriebenen Aufgaben obliegen. Der Wirtschaftsprüfer wird von den Aktionären in der jährlichen Generalversammlung bis zum Abhalten der darauf folgenden jährlichen Generalversammlung bestellt und bleibt im Amt bis zur Ernennung seines Nachfolgers.

Art. 21. Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Jedweder Rückkaufantrag muß vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form, unter Berücksichtigung der in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft enthaltenen Bedingungen, am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Vertreter für den Aktienrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Sofern der Verwaltungsrat nicht anders entscheidet oder in den Verkaufsdokumenten anders offen gelegt wird, ist der Rückkaufspreis spätestens nach einer in den Verkaufsdokumenten festgelegten Anzahl von Geschäftstagen nach dem Datum, an dem der betreffende Nettovermögenswert berechnet wurde, zu zahlen und entspricht dem gemäss den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Nettovermögenswert der Aktien der betreffenden Aktienklasse, abzüglich, gegebenenfalls, der von den Verkaufsdokumenten vorgesehen Rückkaufskosten; dieser Preis kann dann zu Gunsten der Gesellschaft zur nächsten Dezimalstelle abgerundet werden. Unter keinen Umständen wird solch eine Zahlung später als dreißig Tage nach dem entsprechendem Bewertungsstichtag geleistet. Es kann eine weitere hinausgeschobene Vertriebsgebühr vom Rückkaufspreis abgerechnet werden falls solche Aktien einer Aktienklasse angehören, für die eine hinausgeschobene Vertriebsgebühr in den Verkaufsdokumenten vorgesehen ist.

Falls an einem Bewertungsstichtag die Rückkaufanträge mehr als 10%, oder einen höheren, vom Verwaltungsrat festgelegten und in den Verkaufsdokumenten offen gelegten Prozentsatz der Aktien einer einzigen Aktienklasse darstellen, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Zahlung der Rückkaufsbeträge zu verzögern, was der Gesellschaft den Verkauf ausreichender Vermögenswerte ermöglicht um den Rückkaufsanträgen nachzukommen.

Der Verwaltungsrat kann, gegebenenfalls, die zum Einbringen der Rückkaufsanträge erforderliche Mitteilungsfrist jedweder Aktienklasse oder Aktienklassen festlegen. Die bestimmte Zahlungsfrist der Rückkaufsbeträge einer Aktienklasse und jedwede anwendbare Mitteilungsfrist, so wie die Umstände in denen solche anwendbar sind, werden in den Verkaufsdokumenten bezüglich der Rücknahme solcher Aktien veröffentlicht.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte Person damit beauftragen, Anträge zum Rückkauf entgegenzunehmen und die entsprechende Zahlungen vorzunehmen.

Mit der Zustimmung oder dem Antrag der/des betroffenen Aktionärs/Aktionäre, kann der Verwaltungsrat (unter Beachtung des Prinzips der gleichen Behandlung der Aktionäre) Rückkaufanträge ganz oder teilweise in Natura ausführen, durch Zuteilung an die betreffenden Aktionäre von in dem Portfolio enthaltenen Anlagen, die dem Nettovermögenswert der rückzukaufenden Aktien entsprechen, wie in den Verkaufsdokumenten beschrieben.

Solche Rückkäufe benötigen einen speziellen Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft, welcher die Anzahl, die Bezeichnung und den Wert der Anlagen, welche der Verwaltungsrat als Gegenwert der rückgekauften Aktien bestimmt hat. Dieser Bericht wird auch die Methode, die zur Bestimmung des Wertes der Anlagen benutzt wurde, bestätigen, die identisch mit der zur Bestimmung des Nettovermögenswerts der Aktien benutzter Prozedur sein muss.

Die besonderen, für solche Naturalrückkäufe anfallenden Kosten, insbesondere die Kosten des Berichts des Wirtschaftsprüfers, werden von dem Aktionär, der ein Rückkauf in Natura angefragt hat, oder einer Drittperson, getragen, aber unter keinen Umständen durch die Gesellschaft, ausser der Verwaltungsrat erachtet, dass solch ein Naturalrückkauf im Interesse der Gesellschaft ist oder die Interessen der Gesellschaft schützt.

Jedweder Rückkaufsantrag ist unwiderrufbar, ausser im Falle einer Rückkaufaufhebung gemäss Artikel 22 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt der Rückkauf wie vorerwähnt, am ersten Bewertungsstichtag nach der Aufhebung.

Jedweder Aktionär kann durch einen Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse, zum jeweiligen für die betreffende Aktienklasse festgelegten Nettovermögenswert beantragen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Zulässigkeit und die Frequenz der Umwandlungen, Einschränkungen zwischen den Aktienklassen, wie in den Verkaufsdokumenten offengelegt, auferlegen und für den Umtausch eine in den Verkaufsdokumenten festgelegte Gebühr in Rechnung stellen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls die Umwandlung in und/oder von jedweder Aktienklasse verbieten.

Umwandlungsanträge werden nicht angenommen, wenn sämtliche vorhergehenden Geschäfte, in denen die Aktien, welche umgewandelt werden sollen, verwickelt sind, nicht vom Aktionär vollständig abgeschlossen wurden.

Soweit nicht eine anderweitige Entscheidung des Verwaltungsrats ergangen ist, wird kein Rückkauf oder Umtausch von einem einzigen Aktionär getätigt, welcher den vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Mindesthaltebetrag unterschreitet.

Wenn ein Rückkauf oder Umtausch oder Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands einer Aktienklasse eines einzelnen Aktionärs unter den vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Mindesthaltebetrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär den Rückkauf, beziehungsweise den Umtausch seiner sämtlichen Aktien dieser Aktienklasse beantragt hat.

Ungeachtet des vorhergehend Gesagten, wenn unter außergewöhnlichen Umständen die Zahlungsfähigkeit der Gesellschaft nicht ausreichend ist, um innerhalb der oben genannten Frist, die Zahlungen für Rückkäufe zu leisten oder Umwandlungen auszuführen, werden diese Zahlungen (ohne Zinsen) oder Umwandlungen, sobald wie es vernünftigerweise durchführbar ist, ausgeführt.

Der Verwaltungsrat kann, nach absolutem eigenem Ermessen, jeden Aktienbestand zwangsweise zurückkaufen oder umtauschen, dessen Wert unter dem vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten und in den Verkaufsdokumenten veröffentlichten Mindestbetrag liegt.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Art. 22. Die Gesellschaft bestimmt periodisch, je nach Bestimmung des Verwaltungsrats, den Nettovermögenswert, den Zeichnungspreis und den Rückkaufpreis jeder Aktienklasse als auch aller Aktien einer jeden Aktienklasse (jeder zum Zwecke dieser Berechnung festgelegte Tag oder Zeitpunkt ein «Bewertungstichtag»), unter der Voraussetzung, dass es sich bei solchen Bewertungstichtagen stets um Tage handelt, an denen die Banken in Luxemburg regulär geöffnet sind, so daß Feiertage in Luxemburg kein Bewertungstichtag darstellen.

Die Gesellschaft kann zeitweise die Bestimmung des Nettovermögenswerts, des Zeichnungspreises und des Rückkaufpreises der Aktien jeder Aktienklasse, die Ausgabe und den Rückkauf der Aktien dieser Aktienklasse, sowie den Umtausch von Aktien einer solchen Aktienklasse aussetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder ein anderer geregelter Markt, an denen ein wesentlicher Teil der Anlagen einer bestimmten Aktienklasse der Gesellschaft notiert werden, aus einem anderen Grund als dem des üblichen Feiertags geschlossen sind, oder während dessen der Handel begrenzt oder vorübergehend eingestellt ist; oder

b) während eines Zeitraums, in dem der Nettovermögenswert von einem oder mehreren Organismen für gemeinsame Anlagen, in welche die Gesellschaft angelegt hat und deren Anteile oder Aktien einen bedeutenden Bestandteil der Vermögenswerte der Gesellschaft darstellen, nicht genau bestimmt werden kann um deren fairen Marktwert wiederzugeben; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Marktpreis von einem oder mehreren Swap-Verträgen, in welche die Gesellschaft angelegt hat und deren Wert einen bedeutenden Einfluss auf den Nettovermögenswert einer Aktienklasse hat, nicht genau bestimmt werden kann um deren fairen Marktwert wiederzugeben; oder

d) im Falle einer Notlage, infolge welcher sich die Verfügbarkeit oder die Bestimmung der Anlagen einer betreffenden Aktienklasse der Gesellschaft als unmöglich erweist; oder

e) im Falle des Ausfalls, der normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder des Werts der Anlagen der Gesellschaft, oder der laufenden Preise oder Werte an jedwedem Markt oder Wertpapierbörse gebrauchten Kommunikationsmittel; oder

f) während eines Zeitraums, in dem die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rückkaufpreises solcher Aktien nicht bewerkstelligen kann, oder während welcher jedwede Übertragung von Geldern für die Veräusserung oder den Kauf von Anlagen oder aufgrund der, für die Rücknahme solcher Aktien anfallenden Zahlungen, nach Meinung der Verwaltungsratsmitglieder nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann; oder

g) falls die Gesellschaft sich in der Auflösung befindet oder aufgelöst wird, am oder nach dem Datum der Einberufung der Generalversammlung in welcher der Beschluss die Gesellschaft aufzulösen vorgeschlagen wird; oder

h) falls der Verwaltungsrat festgestellt hat, dass es eine erhebliche Veränderung in den Bewertungen eines wesentlichen Anteils der Anlagen der Gesellschaft, welcher einer besonderen Aktienklasse, in der Erstellung oder Nutzung einer Bewertung, oder der Ausführung einer späteren oder nachfolgenden Bewertung zuzuordnen ist, gegeben hat.

i) im Falle jedweder anderen Umstände, in denen das Nicht-Aussetzen dazu geführt hätte, dass für die Gesellschaft oder ihre Aktionäre eine Steuerpflicht entsteht oder ihnen sonstige finanzielle oder andere Nachteile erwachsen, die der Gesellschaft oder ihren Aktionären anderenfalls nicht entstanden wären.

Diese vorübergehende Einstellung wird den Aktionären, welche den Rückkauf oder den Umtausch ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, zum Zeitpunkt der Einreichung des schriftlichen Rückkaufantrags wie in Artikel 21 beschrieben, mitgeteilt.

Die vorübergehende Einstellung in Bezug auf irgendeine Aktienklasse wird keinen Einfluss auf die Festlegung des Nettovermögenswerts, des Zeichnungs- und des Rückkaufpreises, sowie auf die Ausgabe, den Rückkauf und den Umtausch der anderen Aktienklassen haben.

Art. 23. Der Nettovermögenswert der Aktien einer jeden Aktienklasse der Gesellschaft wird in der Referenzwährung der entsprechenden Aktienklasse (und/oder in solchen anderen Währungen, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festlegen kann) als Pro-Aktie-Wert ausgedrückt und für jeden Bewertungstichtag festgelegt, indem der Nettovermögenswert der entsprechenden Aktienklasse, welcher dem auf die entsprechende Aktienklasse bezogenen Wert des

Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der auf diese einzelnen Aktienklassen fallenden Verbindlichkeiten entspricht, durch die Anzahl der ausstehenden Aktien einer Aktienklasse dividiert wird.

Der Zeichnungs- und Rückkaufpreis einer Aktie einer jeden Aktienklasse wird in der Referenzwährung der entsprechenden Aktienklasse (und/oder in solchen anderen Währungen, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festlegen kann) als Pro-Aktie-Wert ausgedrückt und für jeden Bewertungsstichtag festgelegt, indem der Nettovermögenswert einer Aktie der entsprechenden Aktienklasse, in Bezug auf einen solchen Bewertungsstichtag, durch eine, vom Verwaltungsrat, im Einklang mit den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen, festgelegten Verkaufsprovision, gegebenenfalls, Rückkaufgebühr angepasst wird. Des Weiteren kann eine Kapitalverdünnungsgebühr (i.e. Dilution levy) auf Zeichnungen und Rückkäufe, wie in den Verkaufsdokumenten spezifiziert, erhoben werden. Der Zeichnungs- und Rückkaufpreis werden auf die Anzahl von Dezimalstellen, wie der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmen kann, auf- beziehungsweise abgerundet.

Falls ein Ausgleichskonto benutzt wird, muss ein Ausgleichsbetrag gezahlt werden.

Der Nettovermögenswert der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt ermittelt:

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Bar- oder Kontoguthaben, einschliesslich der aufgelaufenen Zinsen;
- b) sämtliche Wechsel, Schuldscheine und fällige Außenstände (einschließlich der Erlöse aus der Veräußerung von Wertpapieren, für die noch keine Zahlung eingegangen ist);
- c) sämtliche Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Aktien, Schuldverschreibungen, Obligationen, Options- oder Zeichnungsrechte, Terminabschlüsse, Optionsscheine und andere Geldmarktmittel und Wertpapiere, welche der Gesellschaft gehören;
- d) sämtliche der Gesellschaft zustehenden Dividenden und Ausschüttungen in Bar oder in Natura, soweit sie der Gesellschaft bekannt sind (wobei gilt, daß die Gesellschaft zur Berücksichtigung von Schwankungen des Marktwertes von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten als Folge von Handelsbräuchen, wie dem Handel von «ex Dividende» oder «ex Bezugsrechte», Berichtigungen vornehmen kann);
- e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, soweit diese Zinsen nicht im Kapitalbetrag des entsprechenden Wertpapiers enthalten sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie nicht abgeschrieben wurden, wobei gilt, daß solche Gründungskosten unmittelbar vom Gesellschaftskapital abgeschrieben werden können; und
- g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschliesslich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermassen festgelegt:

- 1) Es wird davon ausgegangen, dass der Wert der Bar- oder Kontoguthaben, Wechsel, Schuldscheine und fälligen Forderungen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und wie vorerwähnt festgesetzten oder aufgelaufenen jedoch noch nicht vereinnahmten Zinsen den Gesamtwert darstellen, es sei denn dieser Betrag kann nicht voll gezahlt oder vereinnahmt werden, in welchem Falle der Wert hiervon bestimmt wird, indem derjenige Betrag abgezogen wird, den die Gesellschaft als angemessen erachtet um den realen Wert der Vermögenswerte zur Genüge widerzuspiegeln.
- 2) Der Wert jedweder Wertpapiere, Vermögenswerte (einschließlich Aktien oder Anteilen an Organismen für gemeinsame Anlagen des geschlossenen Typs) und derivativen Instrumenten wird auf der Basis des zuletzt bekannten Kurses auf der Wertpapierbörse oder einem anderen geregelten Markt bestimmt, an denen diese Wertpapiere, Vermögenswerte oder derivativen Instrumente notiert werden oder zur Notierung zugelassen sind. Falls solche Wertpapiere, Vermögenswerte oder derivativen Instrumente an einer oder mehreren Wertpapierbörsen notiert oder gehandelt werden, bestimmt der Verwaltungsrat die Rangfolge, in welcher die Wertpapierbörsen oder anderen geregelten Märkte zur Bestimmung der Preise der Wertpapiere, Vermögenswerte oder derivativen Instrumente, genutzt werden.
- 3) Falls ein Wertpapier oder derivatives Instrument an keiner Wertpapierbörse oder geregeltem Markt notiert oder gehandelt wird oder, falls die zuletzt bekannten Kurse der notierten oder gehandelten Wertpapiere oder derivativen Instrumente nicht ihren wahren Wert darstellen, wird die Bewertung solcher Wertpapiere oder derivativen Instrumente auf der Basis des vom «Prime Broker» festgelegten Kurses durchgeführt und insofern eine solche Kursinformation nicht zur Verfügung steht, der Verwaltungsrat auf der Basis des nach Treu und Glauben geschätzten Verkaufspreises verfahren muss.
- 4) Die Swap-Verträge werden nach dem Marktwert bewertet welchen der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und nach den allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern überprüfbaren, Bewertungsregeln festgelegt. «Asset based» Swap-Verträge werden in Bezug auf den Marktwert der zugrunde liegenden Basiswerten bewertet. Auf Geldströmen basierende Swap-Verträge werden in Bezug auf den aktualisierten Wert zugrunde liegenden zukünftigen Geldstroms bewertet.
- 5) Jede Aktie oder Anteil an Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs werden zum zuletzt verfügbaren, entweder geschätzten oder endgültigen Nettovermögenswert bewertet (oder den Geldkurs für Organismen für gemeinsame Anlagen mit doppelter Preisnotierung), welcher für solche Anteile oder Aktien am gleichen Bewertungsstichtag errechnet wird. In Ermangelung dieses Wertes, wird der Nettovermögenswert auf dem zuletzt vor dem Bewertungsstichtag der Aktien bekannten Nettovermögenswert (oder den Geldkurs für Organismen für gemeinsame Anlagen mit doppelter Preisnotierung) errechnet.

6) Für Aktien oder Anteile, die von der Gesellschaft in Organismen für gemeinsame Anlagen gehalten werden, für die die Ausgabe und der Rückkauf beschränkt sind und es einen Sekundärmarkt zwischen den Händlern gibt, welche als Hauptmarktmacher Kurse anbieten, die den Marktgegebenheiten entsprechen, kann der Verwaltungsrat beschließen, diese Aktien oder Anteile gemäß der so festgelegten Kurse zu bewerten.

7) Für den Fall dass, seit dem Tag an dem der letzte Nettovermögenswert berechnet wurde, Ereignisse aufgetreten sind, welche zu einer erheblichen Veränderung des Nettovermögenswertes der Aktien oder Anteile geführt haben, die von der Gesellschaft in anderen Organismen für gemeinsame Anlagen gehalten werden, kann der Wert solcher Aktien oder Anteile, nach angemessener Ansicht des Verwaltungsrats, angepasst werden um solche Veränderungen widerzuspiegeln.

8) Der Wert jedweder Wertpapiere oder anderer Vermögenswerte, welche hauptsächlich auf einem Markt von professionellen Händlern und institutionellen Investoren gehandelt werden, wird auf der Basis des zuletzt bekannten Kurses bestimmt.

9) Jedwede Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten in anderen Währungen als der Bezugswährung werden zum, von einer Bank oder anderem verantwortlichem Finanzinstituts notierten Wechselkurs, umgerechnet.

10) Unter Umständen, in denen die Interessen der Gesellschaft oder seiner Aktionäre es rechtfertigen (Vermeidung der Market-Timing-Praxis, z.B.), kann der Verwaltungsrat jede angemessene Maßnahme vornehmen, wie zum Beispiel eine faire Preisbewertungsmethodologie («fair value») anwenden, um den Wert der Vermögensgegenstände der Gesellschaft anzupassen, wie zusätzlich in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft beschrieben.

11) Für den Fall, dass die oben genannten Bewertungsgrundsätze nicht die an den spezifischen Märkten angewandten Bewertungsmethoden widerspiegeln, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben andere Bewertungsgrundsätze festlegen, welche den allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und Verfahren entsprechen.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Kreditaufnahmen, Wechselverbindlichkeiten und andere geschuldeten Beträge;
- b) sämtliche geschuldeten oder angefallenen Verwaltungs- und Betriebsausgaben, einschliesslich der Anlageverwaltergebühren, der Verwahrungsgebühr und der Vergütung jedweder anderen Vertreter oder Verwaltungsbevollmächtigten der Gesellschaft;
- c) sämtliche geschuldeten oder noch nicht geschuldeten, bekannten Verbindlichkeiten, einschliesslich des Betrags jedweder angekündigten aber nicht ausgeschütteten Dividenden;
- d) einen angemessenen zur Seite gelegten Betrag für geschuldete Steuern und andere vom Verwaltungsrat autorisierte und anerkannte Rückstellungen oder Reserven um unter anderem die Liquidationskosten zu decken;
- e) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten jedweder Art der Gesellschaft, mit Ausnahme der durch Gesellschaftsaktien verkörperten Verbindlichkeiten. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Ausgaben zu berücksichtigen; diese Ausgaben umfassen die Gründungskosten, die Vergütungen für Anlageberater oder Anlageverwalter, Buchhalter, Depotbank, Domizil-, Register- und Transferstellen, jedwede Zahlstellen und ständigen Vertreter an den Registrierungsorten, jedwede sonstige Geschäftsführer der Gesellschaft, Steuern, Gebühren für Rechtsbeistand und Steuerberater, von der Regierung erhobene Abgaben und Gebühren, Abwicklungskosten und Bankgebühren, den Aufsichtsbehörden verschiedener Länder geschuldete Kosten und Gebühren für die Börsennotierung einschliesslich der für das Erlangen und Erhalten der Registrierung angefallenen Kosten um das Vermarkten der Aktien in verschiedenen Ländern zu ermöglichen; Kosten für die Ausgabe und den Rückkauf von Aktien und das Zahlen von Dividenden, Registrierungsgebühren, Versicherungskosten, Zinsen und die Berechnungs- und Publizierungskosten der Aktienkurse und Portoauslagen, Telefon- und Faxgebühren als auch Gebühren für andere Kommunikationsmittel; Kosten für Drucken von Vollmachten, Anträgen, Zertifikaten, Bestätigungen von Transaktionen, Berichten für Aktionäre, Prospekten und zusätzlichen Dokumentationen, erklärenden Memoranden und jedweder anderen regelmäßigen Informationen und Dokumentationen. Der Verwaltungsrat kann die Verwaltungskosten und sonstige regelmässig wiederkehrende Kosten im Voraus für ein Jahr oder jedwede andere Periode veranschlagen und diese gleichmässig über diese Zeitspanne verteilen.

C. Es wird eine Vermögensmasse für jede Aktienklasse gebildet:

- (a) der Erlös der Ausgabe jeder Aktienklasse wird in den Gesellschaftsbüchern der für diese Aktienklasse von Aktien gebildeten Masse zugeteilt, und die Aktiva und Passiva, sowie Einkünfte und Ausgaben gemäss den Bestimmungen dieses Artikels werden der entsprechenden Masse zugeordnet;
- (b) falls ein Vermögenswert sich aus einem anderen Vermögenswert ergibt, so wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Gesellschaftsbüchern derselben Vermögensmasse zugeordnet von welchem er abgeleitet wurde, und anlässlich jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Wertsteigerung oder die Wertminderung der entsprechenden Masse zugeordnet;
- (c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche in Verbindung mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse oder mit irgendeinem Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse steht, so wird die betreffende Verbindlichkeit der entsprechenden Masse zugeordnet;

(d) falls Vermögenswerte oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden können, wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmässig auf sämtliche Massen verteilt, oder insofern wie es die Summe der Verbindlichkeit rechtfertigt, anteilmässig auf den Nettovermögenswert der Massen verteilt.

Der Verwaltungsrat kann, nach Beratung mit den Wirtschaftsprüfern der Gesellschaft, in einer fairen und angemessenen Art und Weise, und unter Beachtung aller Umstände, materielle Kosten zuordnen.

(e) bei der Zahlung von Dividenden an Aktionäre einer Aktienklasse, wird der Betrag dieser Dividenden vom Nettovermögenswert dieser Aktienklasse abgezogen oder zu diesem dazugerechnet, abhängig von der Vertriebsstruktur der betroffenen Aktienklasse.

Wenn, wie unter Artikel 5 beschrieben, eine oder mehrere Unterklassen innerhalb derselben Aktienklasse geschaffen wurden, wenden sich die oben genannten Zuteilungsregelungen, mutatis mutandis, auf solche Unterklassen an.

D. Jede Vermögensmasse und Verbindlichkeiten besteht aus einem Portfolio aus übertragbaren Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten und anderen Vermögensgegenständen, in die die Gesellschaft investieren darf. Die Berechtigung jeder Aktienklasse innerhalb einer gleichen Masse variiert für jede Aktienklasse gemäß den nachstehend aufgeführten Bestimmungen.

Des Weiteren können innerhalb einer Masse für eine oder mehrere bestimmte Aktienklassen Vermögenswerte gehalten werden, die sich auf spezifische Aktienklassen beziehen und separat von dem allen Aktienklassen gemeinsamen Portfolio gehalten werden, wobei solche Aktienklasse oder Aktienklassen diese betreffende Verbindlichkeiten ausschliesslich eingehen können.

Der Anteil des Portfolios, der allen Aktienklassen einer Masse gemeinschaftlich gehört und den jeder Aktienklasse zugewiesen werden kann, wird unter Berücksichtigung von Ausgaben, Rückkäufen, Ausschüttungen sowie Zahlungen von aktienklassenspezifischen Kosten oder Aufwendungen, der Erzielung von Gewinnen oder Renditen aus aktienklassenspezifischen Vermögenswerten bestimmt, wobei die unten beschriebenen Bewertungsregeln entsprechend Anwendung finden.

Der Prozentsatz des Nettovermögenswerts des gemeinschaftlichen Portfolios jeder Masse, das jeder Aktienklasse zuzuweisen ist, wird wie folgt ermittelt:

1) Anfangs wird der Prozentsatz des Nettovermögens des gemeinsamen Portfolios, welcher jeder Aktienklasse zuzuweisen ist, im Verhältnis zur jeweiligen Anzahl an Aktien jeder Aktienklasse zum Zeitpunkt der Erstzeichnung der Aktien einer neuen Aktienklasse gesetzt;

2) der bei der Ausgabe der Aktien gezahlte Ausgabepreis einer bestimmten Aktienklasse wird dem gemeinsamen Portfolio zugewiesen. Dies hat zur Folge, dass der dieser Aktienklasse zuzuweisende Anteil des gemeinsamen Portfolios zunimmt;

3) wenn die Gesellschaft für eine Aktienklasse spezifische Vermögenswerte erwirbt bzw. spezifische Aufwendungen bezahlt (einschließlich des überschüssigen Anteils von Aufwendungen, der die Aufwendungen anderer Aktienklassen übersteigt), spezielle Ausschüttungen macht oder den Rückkaufpreis von Aktien einer bestimmten Aktienklasse bezahlt, wird der Anteil am gemeinsamen Portfolio, der der betreffenden Aktienklasse zugewiesen wird, um die Anschaffungskosten dieser aktienklassenspezifischen Vermögenswerte, die spezifischen für die Aktienklasse bezahlten Aufwendungen, die Ausschüttungen für Aktien dieser Aktienklasse oder den bezahlten Rückkaufpreis beim Rückkauf von Aktien dieser Aktienklasse vermindert;

4) Der Wert der aktienklassenspezifischen Vermögenswerte und die Höhe der aktienklassenspezifischen Verbindlichkeiten werden ausschliesslich denjenigen Aktienklassen zugewiesen, auf die sich diese Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten beziehen. Dadurch wird der Nettovermögenswert pro Aktie der betreffenden Aktienklassen erhöht bzw. vermindert.

E. Zum Zwecke der Bewertung gemäß dem vorliegenden Artikel:

a) gelten die gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzukaufenden Aktien bis unverzüglich nach demjenigen Zeitpunkt, den der Verwaltungsrat an dem Bewertungsstichtag, an dem die Bewertung erfolgt, festsetzt, als berücksichtigt und ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung ihres Preises gelten sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) alle Anlagen, Barmittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, die auf Währungen lauten, bei denen es sich nicht um die Referenzwährung handelt, in welcher der Nettovermögenswert pro Aktie einer Aktienklasse ausgedrückt wird, werden unter Berücksichtigung des Tageswerts oder der Wechselkurse berechnet, die zum Zeitpunkt der Ermittlung des Nettovermögenswertes gelten; und

c) werden an einem Bewertungsstichtag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungsstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

Art. 24. Wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem, wie hierin definierten, Zeichnungspreis für die entsprechende Aktienklasse zuzüglich einer etwaigen Verkaufsgebühr, welche dem Zeichnungspreis hinzugefügt wird und in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft offengelegt wird. Der so ermittelte Preis ist innerhalb einer Frist zu zahlen, die der Verwaltungsrat festsetzt und, vorbehaltlich anderer Bestimmungen in den Verkaufsdokumenten, sieben Geschäftstage nach dem anwendbaren Bewertungsstichtag nicht übersteigen darf. Der Zeichnungspreis (ausschliesslich der Verkaufsgebühr) kann, nach Einverständnis des Verwaltungsrats und in Beachtung jeglicher anwendbarer Gesetze, insbesondere in Bezug auf den

Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft welcher den Wert jeglicher Naturalzeichnungen bestätigt, durch Naturalzeichnung von für den Verwaltungsrat zulässigen Wertpapieren, die der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft entsprechen, gezeichnet werden.

Art. 25.

1) Der Verwaltungsrat kann die Vermögensmassen, welche für eine oder mehrere Aktienklasse gebildet wurden (nachstehend ein «Teilnehmender Teilfonds») ganz oder teilweise miteinander anlegen und verwalten. Jede solche erweiterte Vermögensmasse (eine «Erweiterte Vermögensmasse») wird durch Überweisung in bar oder (vorbehaltlich der unten erwähnten Einschränkungen) anderer Vermögenswerte durch jeden Teilnehmenden Teilfonds aufgestellt. Danach kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit weitere Überweisungen an die Erweiterte Vermögensmasse tätigen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Vermögenswerte von der Erweiterten Vermögensmasse an einen Teilnehmenden Teilfonds überweisen; eine solche Überweisung ist jedoch auf die Beteiligung des betreffenden Teilfonds an der Erweiterten Vermögensmasse begrenzt. Vermögenswerte, ausser Bargeld können einer Erweiterten Vermögensmasse nur überwiesen werden falls diese Vermögenswerte für den Anlagebereich der betreffenden Erweiterten Vermögensmasse geeignet sind.

2) Die Teilnahme eines Teilnehmenden Teilfonds in einer Erweiterten Vermögensmasse wird in Bezug auf fiktive Anteile («Anteile») von gleichem Wert in der Vermögensmasse gemessen. Bei der Gründung einer Erweiterten Vermögensmasse bestimmt der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen den Anfangswert eines Anteils welcher in der von ihm als angemessen betrachteten Währung ausgedrückt wird, und ordnet jedem Teilnehmenden Teilfond Anteile im Gesamtwert entsprechend dem beigesteuerten Barbetrag (oder dem Wert von anderen Vermögenswerten) zu. Bis auf drei Dezimalstellen berechnete Anteilsbruchteile können wie benötigt zugeordnet werden. Danach wird der Wert eines Anteils bestimmt, indem der Nettovermögenswert des Teilnehmenden Teilfonds (so wie nachstehend beschrieben) durch die Anzahl der ausstehenden Anteile dividiert wird.

3) Wenn zusätzliches Bargeld oder Vermögenswerte von einer Erweiterten Vermögensmasse zugewiesen oder entnommen werden, wird die Zuordnung von Anteilen an dem betroffenen Teilnehmenden Teilfonds durch eine bestimmte Anzahl von Anteilen erhöht oder reduziert, indem der zugewiesene oder entnommene Barbetrag oder Wert der Vermögenswerte durch den aktuellen Wert eines Anteils dividiert wird. Falls eine Zuweisung von Bargeld geleistet wird, kann, zum Zwecke dieser Rechnung, ein vom Verwaltungsrat als angebracht betrachteter Betrag abgezogen werden der die Steuern und die Handels- und Rückkaufkosten, welche mit der Anlage der betroffenen Barwerte anfallen, widerspiegeln soll; im Falle von einer Bargeldentnahme, kann eine entsprechende Aufschlag geleistet werden, um die Kosten, welche beim Veräussern von Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten einer Erweiterten Vermögensmasse anfallen, widerzuspiegeln.

4) Die Vermögenswerte, welche einer Erweiterten Vermögensmasse zugewiesen oder entnommen wurden oder jederzeit einen Teil dieser darstellen und der Nettovermögenswert der Erweiterten Vermögensmasse, werden gemäß den Bestimmungen (mutatis mutandis) von Artikel 23 berechnet, unter der Voraussetzung, dass die obengenannten Vermögenswerte am Tag einer solchen Zuweisung oder Entnahme berechnet werden.

5) Die in Bezug auf die Vermögenswerte in einer Erweiterten Vermögensmasse erhaltenen Dividenden, Zinsen und anderen, als Einkommen zu betrachtenden, Ausschüttungen werden den Teilnehmenden Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Ansprüchen auf das Vermögen der Erweiterten Vermögensmasse zum Zeitpunkt des Erhalts der betreffenden Zahlung gutgeschrieben.

Art. 26. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am letzten Tag im Dezember des selben Jahres. Das erste Geschäftsjahr wird am 31. Dezember 2008 enden. Die Konten der Gesellschaft werden in EUR oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat, gemäß dem Beschluss der Generalversammlung, festgelegten Währung oder Währungen ausgedrückt. Im Falle verschiedener Aktienklassen, wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, und wenn die Konten dieser Aktienklassen in verschiedenen Währungen ausgedrückt sind, werden diese Konten, im Hinblick auf die Festsetzung der Konten der Gesellschaft, in EUR umgerechnet und zusammengerechnet. Eine gedruckter Auszug des Jahresabschlusses, inklusive der Vermögensübersicht und der Gewinn- und Verlustrechnung, dem Jahresbericht, und des Einberufungsschreiben zur Generalversammlung werden den Inhabern von Namensaktien zugesandt oder nicht weniger als 8 Tage vor jeder jährlichen Generalversammlung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt.

Art. 27. Die jährliche Generalversammlung legt auf Vorschlag des Verwaltungsrates fest, wie über den jährlichen Nettoüberschuss aus den Kapitalanlagen einer Aktienklasse verfügt wird.

Unter Beachtung, dass das in Artikel 5 der Vorliegenden Satzung definierte Mindestkapital der Gesellschaft eingehalten wird, können die Vermögenswerte der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Die vorbenannten Ausschüttungen eines Nettoüberschusses aus den Kapitalanlagen werden unabhängig von veräusserten oder unveräusserten Kapitalgewinnen oder Verlusten vorgenommen. Zusätzlich können Dividenden, nach dem Abziehen der veräusserten oder unveräusserten Kapitalverluste, veräusserte oder unveräusserte Kapitalgewinne beinhalten.

Die Dividenden einer jeden Aktienklasse können gegebenenfalls, eine Vorwegnahme auf ein Ausgleichskonto mit sich führen; welches für eine diesbezügliche Aktienklasse eingerichtet wird, und welches im gegebenen Falle, und für die diesbezügliche Aktienklasse, in Folge einer Aktienausgabe gutgeschrieben wird und im Falle eines Aktienrückkaufs belastet

wird und dies, über eine Summe welche auf Basis des Teils der aufgelaufenen Einkommen der diesbezüglichen Aktien, gerechnet wird.

Auf Beschluß des Verwaltungsrats können jederzeit Zwischendividenden auf Aktien jeder Aktienklasse aus den Einkommen aus einem Portfolio von Vermögenswerten in Bezug auf eine solche Aktienklasse gezahlt werden.

Die beschlossenen Dividenden werden in der Referenzwährung der jeweiligen Aktienklassen oder in derjenigen anderen Währung gezahlt, welche der Verwaltungsrat bestimmt; sie können an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeitpunkten gezahlt werden, welche der Verwaltungsrat festlegt. Der Verwaltungsrat kann abschließend über den Wechselkurs entscheiden, der zur Umrechnung der Dividenden in ihre auf die Ausschüttung anwendbare Währung Anwendung findet.

Auf Anfrage eines Inhabers von Namensaktien können Dividenden, durch die Zeichnung weiterer Aktien der Aktienklasse auf welche die Dividenden sich beziehen, reinvestiert werden.

Außer wenn ein Aktionär, welcher Barausschüttungen erhält, sich dafür entscheidet die Dividenden ausgezahlt zu bekommen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass die Dividenden jedweder Aktienklasse automatisch reinvestiert werden. Jedoch werden keine Dividenden ausgeschüttet, wenn ihr Betrag unter 1.000,- EUR oder dem gleichwertigen Betrag in einer anderen Währung oder einem anderen vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten und in den Verkaufsdokumenten veröffentlichten Betrag liegt. Solch ein Betrag wird automatisch wieder investiert; wobei der Betrag der dem nicht ausgegeben Bruchteil entspricht, an die Gesellschaft zurückfallen kann.

Art. 28.

(a) Die Gesellschaft muss eine Depotbank ernennen welche für die Aufbewahrung der Vermögenswerte der Gesellschaft verantwortlich ist, diese selber oder durch ihre Vertreter verwahrt, und die die Anforderungen der Gesetzgebung erfüllt.

Art. 29. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Rechtspersonen sein können) und von der diese Auflösung beschließenden Versammlung der Aktionäre ernannt werden, die ebenfalls ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt. Der Nettoerlös der Auflösung bezüglich jeder Aktienklasse wird durch die Liquidatoren an den Aktionär jeder Aktienklasse, anteilig zu seinem Besitz von Aktien der entsprechenden Aktienklasse, gezahlt.

Durch Beschluss des Verwaltungsrats, kann eine Aktienklasse durch einen Zwangsrückkauf der Aktien der entsprechenden Aktienklasse aufgelöst werden:

- a) falls der Nettovermögenswert der betroffenen Aktienklasse unter 5 Millionen Euro oder den gleichwertigen Betrag in einer anderen Währung fällt,
- b) falls eine die Aktienklasse betreffende Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Lage erhebliche, nachteilige Folgen auf die Finanzanlagen der Aktienklasse hat, oder
- c) zwecks einer wirtschaftlichen Rationalisierung.

Der Rückkaufpreis ist der am Berechnungstichtag, an welchem solch eine Bestimmung wirksam wird, berechnete Nettovermögenswert pro Aktie (unter Beachtung des effektiven Veräußerungspreises der Finanzanlagen und die mit der Veräußerung verbundenen Kosten).

Die Gesellschaft wird vor dem wirksamen Datum des Zwangsrückkaufs den Aktionären der entsprechenden Aktienklasse eine schriftlich Mitteilung zukommen lassen, welche die Gründe und die Vorgehensweise des Rückkaufs beschreiben wird. Die Aktionäre werden schriftlich benachrichtigt. Die Aktionäre der betreffenden Aktienklasse können weiterhin, kostenfrei vor dem wirksamen Datum des Zwangsrückkaufs und unter Beachtung der effektiven Veräußerungspreise der Finanzanlagen und die mit der Veräußerung verbundenen Kosten, den Rückkauf oder den Umtausch ihrer Aktien verlangen, es sei denn der Verwaltungsrat entscheidet, dass dies nicht, aufgrund der Interessen der Aktionäre oder um die Gleichbehandlung der Aktionäre zu gewährleisten, erlaubt ist.

Ungeachtet der dem Verwaltungsrat durch den vorstehenden Absatz verliehenen Befugnisse, kann eine Generalversammlung jedweder Aktienklasse, auf Vorschlag des Verwaltungsrats beschließen, alle Aktien einer solchen Aktienklasse zurückzukaufen und den Nettovermögenswert der Aktien den Aktionären zurückzuerstatten (unter Beachtung des effektiven Veräußerungspreises der Finanzanlagen und die mit der Veräußerung verbundenen Kosten); der Nettovermögenswert wird am Berechnungstichtag an welchem die Entscheidung für eine Rückerstattung wirksam wird, bestimmt. Für eine solche Generalversammlung gibt es keine Anwesenheitsanforderung. Wenn die Beschlüsse nicht die Auflösung der Gesellschaft betreffen, werden diese mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Personen getroffen.

Vermögenswerte, welche bei Ausführung des Rückkaufs der betreffenden Aktienklassen nicht ausgeschüttet werden konnten, werden für einen Zeitraum von sechs Monaten nach dem Rückkauf bei der Depotbank hinterlegt; nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte bei der Luxemburger Caisse de Consignation zugunsten der dazu Berechtigten hinterlegt.

Alle zurückgekauften Aktien werden aufgelöst.

Unter den Umständen wie im ersten Absatz dieses Artikels angeführt, kann der Verwaltungsrat entscheiden, die Vermögenswerte einer Aktienklasse einer anderen existierenden Aktienklasse innerhalb der Gesellschaft oder eines anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen zuzuordnen und diese als Aktien der betroffenen Aktienklasse

oder des luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen umzubenennen (nach einer Teilung oder falls nötig, einer Fusion und der Zahlung des Betrags welcher den partiellen Ansprüchen der Aktionäre entspricht). Solch eine Entscheidung wird den betroffenen Aktionären einen Monat vor dem Datum an welchem die Fusion wirksam wird mitgeteilt (und die Mitteilung wird außer dem Informationen über die Aktienklasse oder den luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen beinhalten) um den Aktionären zu ermöglichen, den Rückkauf oder die Umwandlung ihrer Aktien, in dieser Zeit kostenfrei zu beantragen. Im Falle einer Fusion in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Form eines Sondervermögens («fonds commun de placement») wird die Entscheidung nur für Aktionäre der betroffenen Aktienklasse bindend sein, welche der Fusion ausdrücklich zugestimmt haben.

Art. 30. Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre, die nach den Luxemburger Gesetzen ordentlich, was die Beschlussfähigkeit und die Mehrheit einberufen ist, abgeändert werden.

Art. 31. Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehenen Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, in seiner abgeänderten Form und dem Gesetz von 2002.

Die Erschienenen haben die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Kapitalzeichnung

Aktionär	Gezeichnetes und eingezahltes Kapital EUR	Aktienzahl
Herr Igor Grishkov	15.500,-	155
Herr Harald Gallob	15.500,-	155
Total:	31.000,-	310

Diese Zahlungen wurden dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf EUR 7.500,- geschätzt.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden bis zur jährlichen Generalversammlung im Jahre 2009 ernannt:

- Igor Grishkov, Senior Portfolio Manager, ADVISORY INVEST GmbH, Grüngasse 16/6, A-1050 Wien;
- Harald Gallob, Senior Portfolio Manager, ADVISORY INVEST GmbH, Grüngasse 16/6, A-1050 Wien;
- Yves Deschenaux, Certified Public Accountant, 17, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. Die Versammlung bestellt ERNST & YOUNG S.A., 7, Parc d'activité Sydrall, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur jährlichen Generalversammlung im Jahre 2009.

3. Das erste Geschäftsjahr soll am 31. Dezember 2008 enden.

Die erste jährliche Generalversammlung wird am 15. Mai 2009 abgehalten.

4. Der Sitz der Gesellschaft ist in 50, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, aktiert hiermit, daß auf Anfrage der oben genannten erschienenen Personen, die vorliegende Ausfertigung in Englisch ausgedrückt ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Personen und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text maßgebend sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Tage wie Eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen vorgelesen wurde, die dem Notar bekannt sind durch ihre Namen, Vornamen, zivilen Status und ihrer Herkunft, haben diese Personen zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J.-F. Richard, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, LAC/2007/40583. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Abschrift, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 13. Dezember 2007.

Unterschrift.

Référence de publication: 2008002322/242/1526.

(080000246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Votre Jardin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2414 Dommeldange, 31, rue Jean Raspert.

R.C.S. Luxembourg B 84.896.

—
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la mention publiée au Mémorial C numéro 723 du 26 avril 2007, page 34702:

au lieu de: «Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé (...)»,

lire: «Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé (...)».

Référence de publication: 2008003008/607/10.

Il Destino, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 1, rue Auguste Charles.

R.C.S. Luxembourg B 117.070.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du lundi 19 novembre 2007 à 10 h 30

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 19 novembre 2007 à 10 h 30 à Luxembourg, 10, rue Willy Goergen que:

1) La gérante administrative Salma Noirel a été révoquée.

2) Deux gérants sont chargés de la gestion de la société:

- Monsieur Carlos Manuel Marques, demeurant à Crauthem, rue de Hellange, en qualité de gérant technique, qui est confirmé dans sa fonction.

- Natalya Strashevskaya épouse Tumminelli, née le 9 janvier 1972 à Talinn (Estonie) demeurant à Aspelt, 10, Munne-refestrooss, en qualité de gérant administratif.

Le gérant administratif Natalya Tumminelli a le pouvoir de signer seul sur les comptes bancaires de la société.

Les deux gérants ont à tout moment le pouvoir d'engager la société par leur signature conjointe.

Pour la société

N. Tumminelli

Référence de publication: 2008000015/318/22.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2007, réf. LSO-CK06480. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Arcenciel Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 63.793.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 23 novembre 2007

Monsieur Diederich Georges est renommé administrateur pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur Heitz Jean-Marc est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Messieurs Robert Reggiori, expert-comptable, né le 15 novembre 1966 à Metz (France), et Louis Vegas-Pieroni, expert-comptable, né le 26 septembre 1967 à Fameck (France), domiciliés professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, sont nommés nouveaux administrateurs de la société en remplacement de Madame Scheifer-Gillen Romaine et Monsieur Schaus Adrien, administrateurs sortants. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Pour extrait sincère et conforme
ARCENCIEL HOLDING S.A.
G. Diederich
Administrateur

Référence de publication: 2008000005/545/23.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02589. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Euro-Re Invest 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 109.915.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 30 novembre 2007*

Monsieur Mohammed Kara, expert-comptable, né le 21 juillet 1954 à Oum Toub Denaira (Algérie), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société en remplacement de Monsieur Federico Innocenti démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

Pour extrait sincère et conforme
EURO-RE INVEST 1 S.A.
J. Rossi / M.-F. Ries-Bonani
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008000011/545/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02540. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

New Media Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 118.134.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 22 novembre 2007

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2007:

- Monsieur Claude Zimmer, licencié en droit, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, Président;

- Monsieur Luc Hansen, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg;

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2007:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faiëncerie, L-1510 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000017/534/21.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01111. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Cattleya Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.383.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 31 août 2007

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- Monsieur Guy Hornick, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à Luxembourg, Président;

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à Luxembourg;

- Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à Luxembourg;

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 200800020/534/23.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01121. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Topaze Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 96.281.

Extrait du conseil du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 28 août 2007

Préalablement, la société a été informée par courrier de la démission aux fonctions d'administrateur de Madame Catherine Calvi, et qu'il y a lieu, en vue de respecter le nombre minimum d'administrateurs, de coopter un nouvel administrateur.

En application de l'article 51 LSC, le conseil décide de coopter Madame Corinne Schilling, employée privé, avec adresse professionnelle 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, comme nouvel administrateur, en remplacement de Madame Catherine Calvi démissionnaire.

L'assemblée générale, lors de la première réunion, procédera à la nomination définitive.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURO-SUISSE AUDIT

Signature

Référence de publication: 200800023/636/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08719. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Immobilière Mustang Hotels, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 99.745.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 12 juillet 2007

Préalablement, il est exposé que la société a été informée par un courrier du 4 juillet 2007 de la démission aux fonctions d'administrateur de Monsieur Bernard Mignard à effet du 20 juillet 2007 et qu'il y a lieu en vue de respecter le nombre minimum d'administrateur de coopter un nouvel administrateur.

Après délibération le conseil décide de désigner M. Jean-Jacques Lecomte, administrateur de société, demeurant 14, allée des Mésanges, F-59250 Halluin, en remplacement à compter du 20 juillet 2007 de M. Bernard Mignard démissionnaire, dont il poursuivra le mandat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)

Agent domiciliaire

Signature

Référence de publication: 200800024/636/20.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2007, réf. LSO-CK08007. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Varfin Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 54.596.

Monsieur Toby Herkrath a été désigné par la société INTER PORTFOLIO S.A. comme son représentant permanent au sein du conseil d'administration de VARFIN INVESTMENTS S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour VARFIN INVESTISSEMENTS S.A.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Référence de publication: 2008000027/696/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02339. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Varfin Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 54.596.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 13 juin 2007

- Les mandats d'administrateur de Monsieur Toby Herkrath, né le 18 mai 1956 à L-Echternach, demeurant à L-1858 Luxembourg, 19, rue de Kirchberg, de Monsieur Roger Caurla, né le 30 octobre 1955 à L-Esch-sur-Alzette, demeurant à L-3912 Mondercange, 19, rue des Champs et de la société INTER PORTFOLIO, dont le siège se trouve à Tortola British Virgin Islands, Akara Building, 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, inscrite sous le n° IBC 347700 sont reconduits pour une période statutaire de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2013.

- Le mandat de commissaire aux comptes de la société TRIPLE A CONSULTING, dont le siège se trouve à L-2156 Luxembourg, 2 Millegässel, inscrite auprès du Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg n° B 61.417 est reconduit pour une période statutaire de 6 ans jusqu'à l'assemblée de 2013.

Certifié sincère et conforme

Pour VARFIN INVESTISSEMENTS S.A.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Référence de publication: 2008000026/696/22.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02343. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

GIV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.000,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 114.261.

Extrait de la réunion des associés tenue en date du 2 février 2007

Le mandat de la société ERNST & YOUNG LUXEMBOURG, avec siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 88.019 n'est pas renouvelé.

Personne n'étant nommé en remplacement, il en qu'il n'y a plus de personne chargée du contrôle des comptes dans la société.

Luxembourg, le 12 novembre 2007.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2008000029/536/20.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2007, réf. LSO-CK06790. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Audio Visual Productions S.A., en abrégé A.V.P., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5-7, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 91.726.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 18 septembre 2007 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:

* M. Dias Ribeiro Coelho Jean-Paul, employé privé, né le 28 juillet 1978 à Luxembourg, demeurant au 26, rue du Pont à L-6471 Echternach,

* M. Probst Jerry, employé privé, né le 28 novembre 1976 à Luxembourg, demeurant au 31, rue Grégoire Schouppe à L-6479 Echternach,

* M. Rotzel Kim, pilote de ligne, né le 23 octobre 1974 à Luxembourg, demeurant au 49, rue du Village à L-5370 Schuttrange.

L'assemblée a confirmé pour une durée indéterminée les mandats d'administrateurs-délégués de Monsieur Jean-Paul Dias Ribeiro Coelho et de Monsieur Jerry Probst, chacun avec pouvoir de signature individuelle dans son domaine de compétence.

- A été réélue au poste de commissaire aux comptes:

* MONTBRUN REVISION Sàrl, immatriculée au RCS sous le N° 67.501, sise «Le Dôme», Espace Pétrusse, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

- Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes se termineront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2008000031/677/29.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03215. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

La Beauté S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3358 Leudelange, 10, rue du Lavoir.

R.C.S. Luxembourg B 109.638.

—
EXTRAIT

Il découle d'un acte de cession de parts sous seing privé du 22 octobre 2007 enregistré à Luxembourg-Sociétés, en date du 31 octobre 2007, référence LSO CJ/10072, que:

le capital de la société LA BEAUTE S.à.r.l., se trouve actuellement réparti comme suit:

	Parts
- Madame Peggy Ambrosini demeurant à L-4993 Sanem, 26, Cité Schmiedenacht	100
Total: cent parts sociales	100

Pour extrait conforme délivré sur papier libre à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 novembre 2007.

Pour le notaire

Mlle Muhovic

Référence de publication: 2008000034/203/21.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01317. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Brederode International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 99.271.

L'associé unique a décidé en date du 2 août 2007

- de nommer la société MAZARS, ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, réviseur d'entreprises pour une durée d'un an.

- de renouveler le mandat de gérant, de Monsieur Jacques Reckinger, pour une durée de 3 ans (2010).

G. Cotton / L. Santambrogio

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2008000042/657/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08451. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Geyser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 16.041.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant

- Mr Victor Elvinger, Administrateur et Président du Conseil d'Administration de la société GEYSER S.A., dont l'adresse professionnelle est 31, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg et dont le mandat a été renouvelé le 13 mai 2002 pour une durée de 6 ans.

- Mr Pierre Van Der Mersch, Administrateur de la société GEYSER S.A., dont l'adresse professionnelle est désormais 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et dont le mandat a été renouvelé le 13 mai 2002 pour une durée de 6 ans.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

A. Van Der Mersch / P. Van Der Mersch

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008000044/657/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, réf. LSO-CL02463. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Actitech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 77, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 134.239.

STATUTS

L'an deux mille sept, le trois décembre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

1.- Monsieur Miloud Belabbaci, chef d'entreprise, né à Joeuf (France) le 15 avril 1959, demeurant à F-57180 Terville, 1bis, rue des Jardins;

2.- Monsieur Abdel Karim Belabbaci, salarié, né à Thionville (France) le 27 février 1983, demeurant à F-57100 Veymerange, 14, boucle du Bois.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de ACTITECH S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Rodange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet la prestation de services dans le domaine industriel et de technologie nucléaire, la logistique tertiaire nucléaire et industrielle.

La société a en outre pour objet le conseil en gestion de l'environnement et les travaux d'assainissement ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société pour finir le trente et un décembre deux mille sept.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

	Parts sociales
1.- par Monsieur Miloud Belabbaci, chef d'entreprise, né à Joeuf (France) le 15 avril 1959, demeurant à F-57180 Terville, 1bis, rue des Jardins, soixante parts sociales	60
2.- par Monsieur Abdel Karim Belabbaci, salarié, né à Thionville (France) le 27 février 1983, demeurant à F-57100 Veymerange, 14, boucle du Bois, quarante parts sociales	40
Total: cent parts sociales	100

Ces parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les mêmes pouvoirs que ceux attribués à l'assemblée des associés dans la société à responsabilité limitée.

Les décisions de l'associé unique prises dans ce cadre sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

2205

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-4831 Rodange, 77, route de Longwy.
- Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée, Monsieur Miloud Belabbaci, préqualifié.
- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée, Monsieur Abdel Karim Belabbaci, préqualifié.
- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes du gérant technique et du gérant administratif.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Belabbaci, A. K. Belabbaci, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, Relation: LAC/2007/38764. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée sur papier aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 décembre 2007.

T. Metzler.

Référence de publication: 2008000176/222/85.

(070171365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Luxtradi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 51.644.

Par la présente, je soussigné, François Hoffmann, retraité, demeurant à L-3675 Kayl, 9 rue Jules Wilhelm, donne ma démission en tant que membre du Conseil d'Administration de la société LUXTRADI S.A. inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le n° B 51.644, et en qualité d'administrateur délégué.

Kayl, le 2 décembre 2007.

F. Hoffmann.

Référence de publication: 2008000197/2065/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02861. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

VisuConcept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3569 Dudelange, 40, rue Tattenberg.

R.C.S. Luxembourg B 134.236.

STATUTS

L'an deux mille sept, le trois décembre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

1.- Monsieur Miguel Dos Santos Oliveira Sousa, employé privé, né à Foz Do Sousa/Gondomar (Portugal) le 13 août 1975, demeurant à L-3569 Dudelange, 40, rue Tattenberg;

2.- Monsieur Hubert Marie Marchal, directeur adjoint, né à Cosnes et Romain (France) le 9 septembre 1959, demeurant à F-54400 Cosnes-et-Romain, 3, rue des Charentes;

3.- Monsieur Frédéric Meocci, électronicien, né à Metz (France), le 7 août 1975, demeurant à F-57535 Marange-Silvange, 15, en Girue;

4.- Monsieur Christophe Sindt, employé privé, né à Thionville (France), le 8 octobre 1974, demeurant à F-57970 Inglange, 18, Domaine des Alérions.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de VisuConcept S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Dudelange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet la réalisation de tous travaux d'électronicien en communication et en informatique, ainsi que le commerce des articles de la branche.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société pour finir le trente et un décembre deux mille sept.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- par Monsieur Miguel Dos Santos Oliveira Sousa, employé privé, né à Foz Do Sousa/Gondomar (Portugal) le 13 août 1975, demeurant à L-3569 Dudelange, 40, rue Tattenberg, vingt-cinq parts sociales	25
2.- par Monsieur Hubert Marie Marchal, directeur adjoint, né à Cosnes-et-Romain (France) le 9 septembre 1959, demeurant à F-54400 Cosnes-et-Romain, 3, rue des Charentes, vingt-cinq parts sociales	25
3.- par Monsieur Frédéric Meocci, électronicien, né à Metz (France), le 7 août 1975, demeurant à F-57535 Marange-Silvange, 15, en Girue, vingt-cinq parts sociales	25
4.- par Monsieur Christophe Sindt, employé privé, né à Thionville (France), le 8 octobre 1974, demeurant à F-57970 Inglande, 18, Domaine des Alérions, vingt-cinq parts sociales	25
Total: cent parts sociales	100

Ces parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les mêmes pouvoirs que ceux attribués à l'assemblée des associés dans la société à responsabilité limitée.

Les décisions de l'associé unique prises dans ce cadre sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-3569 Dudelange, 40, rue Tattenberg.
- Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée, Monsieur Hubert Marie Marchal, préqualifié.
- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée, Monsieur Miguel Dos Santos Oliveira Sousa, préqualifié.
- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes du gérant technique et du gérant administratif.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Dos Santos Oliveira Sousa, M. Marchal, F. Meocci, C. Sindt, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2007, Relation: LAC/2007/38767. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 décembre 2007.

T. Metzler.

Référence de publication: 2008000174/222/90.

(070171336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Bismuth S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 83.773.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008000149/817/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03622. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

WHBC - Finance Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 117.380.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008000053/1123/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01355. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Manpower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 28, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 7.055.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008000051/3869/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2007, réf. LSO-CL04430. - Reçu 113 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070171370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

NOVOMAR, Nouvelles Orientations Maritimes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint-Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 58.009.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme

J. Adriaens / A-M. Grieder

Directeur / Administrateur

Référence de publication: 2008000054/2864/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01592. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Novolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 68.422.

Le bilan au 28 février 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme

A-M. Grieder / F. Van Bellingen

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008000055/2864/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01594. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Nouvelle Hostellerie de la Gare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4917 Bascharage, 1, rue de la Continentale.

R.C.S. Luxembourg B 92.531.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2007.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2008000089/2266/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03287. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2007.
